Le magazine des industries de Madagascar

expansiOn MADAGASCAR

Numéro 22 - Mars-Avril 2020 | Ar. 9000

LOI DE FINANCES 2020

ANALAMANGA, UNE VILLE À LA CAMPAGNE

CORONAVIRUS MADAGASCAR SE BARRICADE

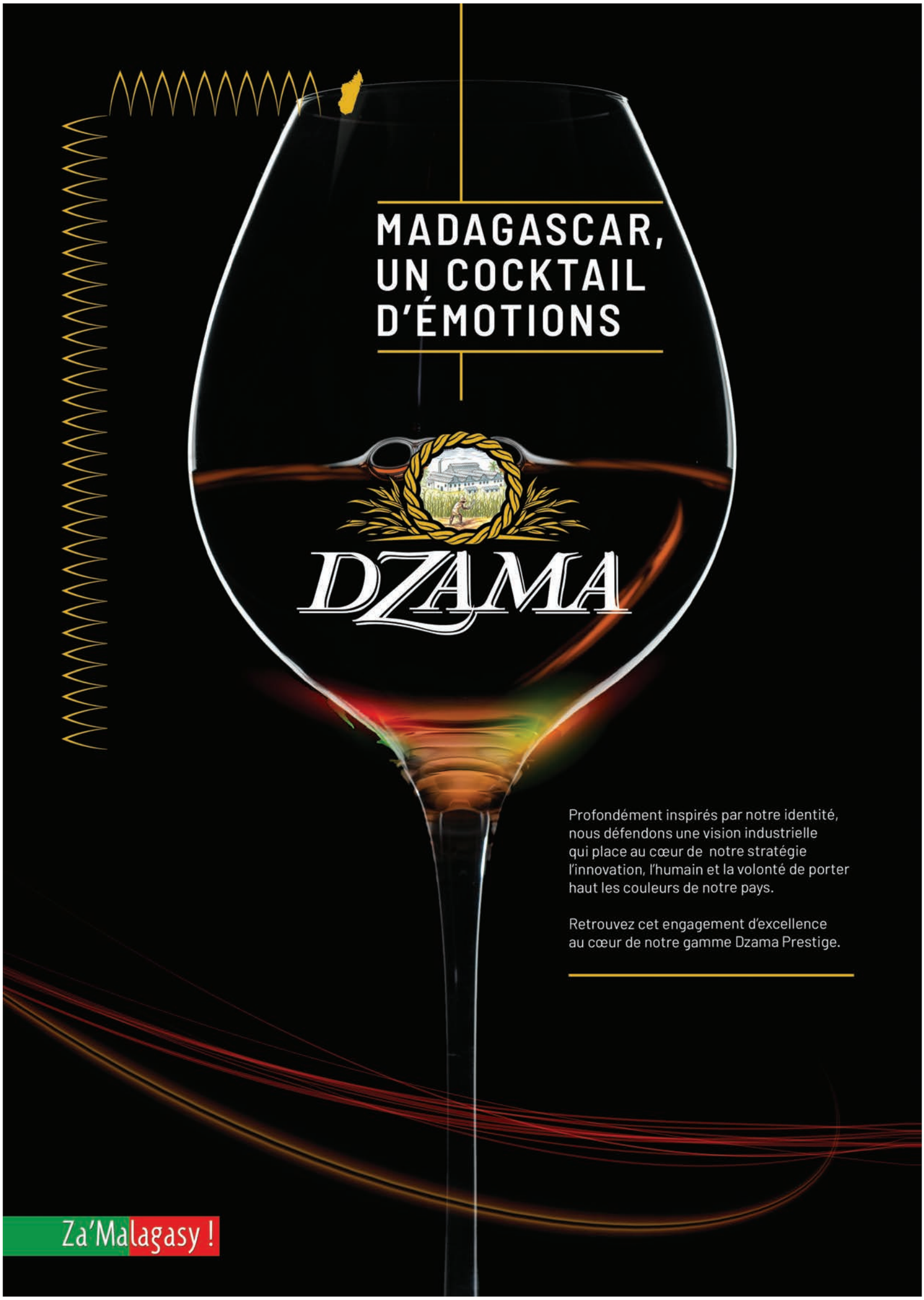
Naina ANDRIANTSITOHAINA

UN INDUSTRIEL ENGAGÉ !

MALAGASY NY ANTSIKA

SIM

1 202001 000228


MADAGASCAR,
UN COCKTAIL
D'ÉMOTIONS
DZAMA
Profondément inspirés par notre identité, nous défendons une vision industrielle qui place au cœur de notre stratégie l'innovation, l'humain et la volonté de porter haut les couleurs de notre pays.
Retrouvez cet engagement d'excellence au cœur de notre gamme Dzama Prestige.
Za'Malagasy !

19 au 22 NOVEMBRE

SALON DE L'INDUSTRIE DE MADAGASCAR

SIM

SOMMAIRE

ÉDITORIAL.

Page 3 : Loi de Finances:
- **Nécessité d'un dialogue franc entre public et privé**

Brèves actus

Pages 4-5 : Echo régional
Pages 6-7 : Vie du SIM
Page 9 : Concours enfants chercheurs: un accompagnement à la hauteur de l'engagement
Page 10 : Malagasy ny antsika
Page 11 : Nos chercheurs: du cyclotech vers l'elektrika.

Capital éco

Page 12 : Loi de Finances 2020: comment souffler le tiède et le glacial
Page 13 : Chiffres à la loupe: baromètre, portrait de l'industrie malgache.
Pages 14-15 : Interview du Directeur Général des Impôts.
Pages 16-17 : Directeur Général des Douanes: mesures prises pour relancer l'industrie locale.
Pages 18-19-20-21: Point de vue: Naina Andriantsitohaina, un industriel engagé.
Pages 22-23-24-25 : Région Analamanga: un potentiel industriel dans l'attente d'un déclic.
Page 28 : Corona Virus: Madagascar se barricade.
Page 30 : Une opportinuté pour faire valoir le made in Madagascar ?
Page 31 : Lutte contre la malnutrition: le secteur privé s'engage.

Focus

Pages 32-33-34 : Start-up: Curly aho et Violet.
Page 35 : Metier dans l'industrie: la femme à la grosse machine.
Page 37 : La genèse de LEANleadership
Page 39-40-41 : Interview High-5 du groupe de la BAD à Madagascar

Loi de Finances : Nécessité d'un dialogue franc entre public et privé

La Loi des Finances Initiale 2020 est sortie. Le choix politique et économique est clair : « L'industrialisation à grande échelle contribuera à l'instauration d'une croissance forte et soutenue dont l'objectif est de produire localement tous les besoins du pays et d'augmenter les valeurs ajoutées du pays aux revenus tirés des produits transformés ». Si on en croit cette phrase qui résume la teneur de la loi et les grandes orientations à mettre en œuvre, l'accent sera mis sur l'industrialisation et notamment la transformation des produits et l'agroalimentaire. Mais on peut poser deux questions : dans quelles conditions et quels produits transformer ? Certes il y a des aménagements : exonération de la TVA sur les machines et équipements pour le secteur agro-alimentaire, mais quid des produits locaux ? Ces questions sont primordiales et c'est toujours dans celles-ci que se pose la pierre d'achoppement. La loi et le désir d'avancer sont omniprésents et des plus importants, mais le terrain est glissant, risquant de faire de tout plan et de toute loi des vœux pieux. Comment pallier à ces difficultés ?

On a l'impression que le pays marche à deux vitesses : une vitesse très rapide de jeunes startuppers et d'entrepreneurs, innovants et créatifs et une société qui traine dans les lourdeurs administratives et politiques. Nous ne parlerons pas de ceux qui choisissent le pouvoir et l'autorité à des fins personnelles. Mais la chasse semble ouverte contre cette dernière catégorie.

Surtout que si nous n'arriverons pas à endiguer l'arrivée du coronavirus, toute l'économie du pays sera déstabilisée profondément. Tout le monde est suspendu en attente de la chute de l'épée de Damoclès. Est-ce que le pays supportera une crise économique mondiale ? Les frontières sont fermées, que se passera-t-il dans quelques semaines, voire quelques mois, alors que nous dépendons tellement de l'extérieur ? On espère que ce ne sera pas le grand plongeon, mais plutôt l'occasion pour Madagascar de développer toutes les potentialités qui sont en elle. Et elles sont nombreuses. On peut donner en exemple, la création du vélo solaire et la manière dont les paysans se sont emparés de l'énergie solaire et d'autres exemples de ce genre, ne serait-ce que la voiture KARENJY. Et de fait, quand on change l'angle de regard sur notre pays, on peut voir une créativité très grande : il est fascinant de voir comment la population adapte ses moyens de locomotion : vélos, motos, charrettes et bajajs cohabitent avec les gros cylindrés. Et dans les périphéries de la capitale, comme dans l'Analamanga, personne ne s'offusque de la présence de zébus. L'autoroute qui va vers l'aéroport d'Ivato a d'ailleurs aménagé des pistes latérales, sur lesquels se meuvent les piétons, mais aussi des animaux.

Sauf que cela n'est peut-être pas source de développement, en tout cas de développement rapide. Comment passer du stade du bricolage, même ingénieux, au stade d'industrialisation ? Quelle éducation donner ? Une piste nouvelle a été donnée par le BIT (bureau international du travail), des Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de la Fonction Publique et de l'Emploi, de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et Professionnelle : Valoriser les Acquis et l'Expérience. Mais le projet est en suspension, car l'Administration change et les dossiers traînent, faute de suivi.

Madagascar et les malagasy veulent crever le plafond de verre. Comment faire ? peut-être séparer de manière très claire les politiques et les techniciens et autres commis de l'Etat et laisser ceux-ci travailler sans interférences partisanes, car il faut bien comprendre qu'il y a choix politiques et économiques à ne pas confondre avec décisions et répartitions partisanes. Cela permettrait aux gens de terrain de suivre les dossiers, tout simplement.

Syndicat des Industries de Madagascar:

Immeuble PREMIUM 3ème étage
Ex-Village des Jeux
Antananarivo 101
Madagascar
+261 20 22 240 07
www.sim.mg
Syndicat des Industries de Madagascar

Fondateurs :
Hery Ranaivosoa, Fredy Rajaonera, Damase Andriamanohisoa, Frank Fohine, Stéphane Raveloson, Karim Barday, Francis Rajaobelina, Laurent Rajaonarivelo, Claude Ratefiarisoa

Directeur de publication :
Amiraly Hassim

Directeur de redaction:
Evelyne RAKOTOMANANA

Rédacteur en chef:
Léa RATSIAZO

Conseillère:
Michele RAKOTOSON

Equipe Editoriale :
Onja FANOITRA,
Hariniaina ROBIVELO
Anselme RANDRIAKOTO

Graphique Designer :
Tsilavina Andrianarison
Marin's RAZAFINDRAINIBE

Crédits Photo :
Nosy, MICA, Douanes

Régie publicitaire et abonnement :
+261 34 05 360 50
contact@meseditions.com

Ankorondrano Immeuble Atelemec, Route des hydrocarbures , Antananarivo 101

Imprimé par **NEWPRINT**

Coopération régionale

Rencontre

avec la délégation de Mayotte

Le 22 février 2020 s'est tenue une rencontre entre la délégation du Département de Mayotte, autour du 6e vice-président Mohamed Sidi, et le Syndicat des industries de Madagascar. De nombreux corps de métiers sont représentés et ce rendez-vous doit permettre de jeter les bases d'un partenariat gagnant-gagnant entre les deux territoires.

L'objectif de cette réunion a été de rechercher ensemble les possibilités de lever les freins possibles et surtout de favoriser les liens entre opérateurs économiques mahorais et malgaches. Les deux parties ont reconnu l'importance capitale de la promotion d'un partenariat gagnant-gagnant entre les deux îles notamment entre les opérateurs économiques.

Suite à l'invitation du Président du SIM Amiraly HASSIM, une délégation d'opérateurs mahorais effectuera un déplacement à Madagascar au mois de novembre 2020 dans le cadre de la cinquième édition du Salon de l'Industrie de Madagascar.

Le bureau de la coopération décentralisé de Mayotte à Madagascar qui vient d'ouvrir ses portes sera un atout supplémentaire dans cette perspective. Notons que « 2020 est l'année Malagasy à Mayotte ».

Premier bureau de Représentation de Mayotte à Antananarivo

Le Premier bureau de Représentation de Mayotte à Antananarivo

Le premier bureau de la coopération décentralisé de Mayotte vient d'ouvrir ses portes à Antananarivo au sein de l'Ambassade de France. L'inauguration de ce bureau s'inscrit dans le cadre du lancement de «2020 année malagasy à Mayotte», souhaitée par le président du département Soibahadine Ibrahim Ramadani.

Avec cette première ouverture, et plus largement cette démarche, le conseil départemental poursuit le renforcement de sa politique de coopération en faveur de l'économie, de la culture, du sport et de la recherche.

Anil Bedja, figure emblématique de l'audiovisuel mahorais1 est nommé chargé de mission Représentation à Madagascar.

Gestion mutualisée des déchets entre les îles de l'Océan Indien

Un programme de coopération visant à l'émergence de filières régionales de gestion des déchets a été mis en œuvre durant près de deux ans par CAP Business Océan Indien et les organisations intermédiaires. L'objectif étant d'encourager les acteurs économiques à entrer dans une démarche d'économie circulaire, partagée à l'échelle de la zone Océan Indien. Un comité de pilotage composé par le secteur privé de l'Océan Indien a été mis en place pour la suivie, et quatre types de déchets ont été étudiés dans le cadre de ce programme s'agissant des pneus usagés, déchets de PET, batteries et huiles usagées.

Afin de valider les scénarios de coopération entre les îles, un atelier régional portant gestion mutualisé de déchets de l'Océan Indien a été organisé à Maurice pendant 2 jours les 24 et 25 février 2020. Le SIM, en tant que membre du Comité de pilotage du programme y a participé. Ont été présents avec le SIM à l'île Maurice des dirigeants d'entreprises, d'associations professionnelles, des responsables des pouvoirs publics, d'ONG et de partenaires de développement, comme l'Agence française de développement, la Région Réunion et la Commission de l'océan Indien.

“Nouveau souffle et opportunité à Madagascar”

Vie du SIM

expansiOn MADAGASCAR nouveau souffle

La célébration du 10ème anniversaire du Magazine Expansion, couplée avec la première réunion du Conseil d'administration du SIM pour cette année 2020 s'est tenue au Carlton Anosy le 28 janvier. Tous les annonceurs, tous les partenaires, les membres du SIM, notamment les fondateurs du magazine ont répondu à l'invitation. Lancé en pleine crise politique 2009, le magazine Expansion a résisté malgré des hauts et des bas et veut se donner un nouveau souffle aujourd'hui. D'autant que le magazine vient de changer de gestion

RENCONTRE SIM-CUA

Le comité directeur du SIM a rencontré le nouveau maire de la capitale et non moins past-président du SIM, Naina Andriantsitohaina pour une visite de courtoisie.

La discussion entre les deux parties s'est focalisée sur le renforcement du partenariat SIM- Mairie pour la mise en œuvre des projets prioritaires de la capitale. Ensemble les deux parties ont discuté de la stratégie de développement de la capitale dont l'espace vert, la cantine scolaire, la gestion des déchets et la sensibilisation comportementale.

COAGARI : première coopérative membre du SIM

Suite à la demande d'adhésion de la coopérative COAGARI (Coopérative Agricole d'Arivonimamo), une délégation du SIM, conduite par son Président Hassim Amiraly a visité l'unité de production de cette coopérative le 22 janvier 2020. A noter que la visite de nouveau membre fait partie du processus d'adhésion au SIM.

Spécialisée dans la transformation de produits agricoles, COAGARI est la première coopérative membre du SIM. A la suite de son adhésion, COAGARI sera appuyé par le SIM et le Ministère en charge de l'Industrie à travers le programmeTrade Related Facility de la SADC.

A travers l'adhésion de COAGARI, le SIM concrétise son ouverture aux PMI en vue de renforcer le tissu industriel du pays.

ème

Anniversaire du magazine

expansiOn

MADAGASCAR

Concours Enfants Chercheurs

Un accompagnement

à la hauteur de l'engagement

Les enfants lauréats du « Concours des Enfants Chercheurs » effectué du Novembre au Décembre 2019 sont actuellement dans la phase de parrainage avec le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM).

Les huit gagnants du concours des enfants chercheurs issus des associations ENDA, SOS Village d'Enfants, Grandir Dignement et AEA bénéficient d'un accompagnement sur mesure de la part du Syndicat des Industries de Madagascar. La première phase de ce soutien a été accomplie avec l'UNICEF, le vendredi 21 février 2020 dans les locaux du SIM. Pour cette étape, l'approche participative a été adoptée. En effet, lors de la séance, les lauréats et leurs encadreurs ont partagé leurs vécus lors du concours et les besoins particuliers dont le SIM pourrait apporter une aide, dans le cadre de ses activités et compétences.

L'accompagnement des lauréats par le SIM sera centré sur le développement des Activités Génératrices de Revenus pour certains, l'aide à la réinsertion scolaire pour d'autres et un coaching ainsi qu'une aide à l'insertion professionnelle pour le reste.

« Tout ce qu'on vous souhaite c'est de réussir. Mais une fois que vous serez là-haut, n'oubliez pas ceux qui vous suivent (…) Au SIM, nous n'allons pas vous demander un retour. Le retour, vous le devez à la génération suivante » a conclu Mr Amiraly HASSIM, l'actuel Président du SIM.

ONJA FANOITRA

« QUELQUES MOTS DES ENFANTS CHERCHEURS »

Agis avec discernement et n'abandonne pas les études. Mais au cas où cela est nécessaire, sois inventif car on n'a pas forcément besoin de faire des études très poussées pour arriver à subvenir convenablement à nos besoins.

RAKOTOARIMANANA Tolojanahary Nestor
SOS Village d'enfants

« Fais tout pour arriver à ton but. Ne te laisses pas tenter mais garde tes objectifs en tête. Mais plus que cela, crois en toi et n'écoute pas ceux qui essaient de te rabaisser. »

RASOARIMALALA Rojoniaina Sarobidy
SOS Village d'enfants

Tant que tu peux étudier, fais-le car ceux qui ont la connaissance peuvent tout surmonter et ne seront pas dupés à cause de l'ignorance.

ANDRIAMISANTATRINIAINA Herison Jean Eddy
Association des Enfants d'Antananarivo (AEA)

« Choisissez bien vos amis et faites ce qui est bien, ce qui est juste. C'est comme cela qu'on réussit sans regrets. »
RASOLOFO Nomenjanahary
Grandir Dignement

Oses partager tes idées

NORONIRINA Antsatiana Sarobidy
Association des Enfants d'Antananarivo (AEA)

« Peu importe ce que vous faites mais faites le bien. »
TOJONIRINA Nakininjanahary
Grandir Dignement

« Nous devons savoir comment préserver la nature et prendre soin de l'environnement car même ce que nous pensons être des déchets peuvent encore être transformé et nous servir pour obtenir de l'argent pour subvenir à nos besoins. »
RATOKININOSY Todisoa Micaelah - ENDA

« Tout ce que vous faites, faites-le avec amour, cela se transmettra facilement »

RAMANANTIANINA Antonio – ENDA

Malagasy ny antsika

MALAGASY NY ANTSIKA

Cette année, le SIM (syndicat des industries de Madagascar) n'a pas failli à sa tradition de distribution de paniers garnis à ses membres, partenaires et collaborateurs en guise d'étrenne pour la nouvelle année 2020. Les paniers garnis sont composés des produits fabriqués par les membres du SIM. A part l'étrenne en soi, il s'agit aussi pour les membres de faire connaître ses produits auprès de ses pairs et des partenaires. Il s'agit aussi de faire la promotion des produits vita malagasy et le label **«Malagasy ny antsika»**

Du cyclotech vers l'elektrika

Ces deux noms représentent la montée fulgurante d'un cyclopousse qui marche à l'énergie solaire vers la première voiture électrique «Vita Malagasy».

Tout a commencé en 2017 où l'Enseignant-Chercheur Bourgeon Andy Marlon a constaté qu'il faudrait faire un bond dans l'innovation malgré les problèmes d'énergies à Madagascar et aussi les revenus faibles de la plupart des jeunes Malagasy conduisant des Cyclopousses qui sont un nombre élevé sur les côtes de l'île.
Alliant donc moteur électrique, batterie et panneau solaire adéquat, ce tricycle très utilisé devient une bête qui va alléger grandement les peines, amoindrir les sueurs et raccourcir les distances d'une ville à une autre tout en gagnant mieux. Le développement local est au rendez-vous car pendant la nuit, les enfants des conducteurs de ces petits engins pourront avoir de la lumière (batterie) pour étudier.

Explicitement le Droit de l'homme aura sa place parce que ces jeunes gens auront une place plus aisée grâce à la motorisation de leur cyclo.
Grace à la contribution de l'Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences (INGE), et au soutien de l'Expert Technique International Matthieu Fau-Nougaret, le Docteur Andy a pu présenter le Cyclotech pendant le Salon de l'Industrie (SIM) en 2018 au Forello Tanjombato Antananarivo.
Ce Salon lui a valu le premier prix lors du concours de la NISMA, catégorie « Nouvelle Technologie », organisé pendant cet évènement avec la conception et la réalisation d'autres gadgets technologiques comme le « Hand-Charger » qui est un chargeur mécanique de téléphone et bien d'autres.

Lancé et motivé par ce dernier, le jeune Enseignant-Chercheur n'en est pas resté là. En 2019, il améliore le Cyclotech en conçevant l'Elektrika, la première voiture électrique Malagasy. Montée de toutes pièces d'occasions d'Ambalavao Isotry, cette machine est un cocktail de fruits de différentes grandes marques de voitures. Marchant à 50 KM/h, et 2h d'autonomie, son propriétaire ne cesse de l'améliorer de jour en jour. Ce prototype avance gracieusement grâce à l'énergie renouvelable.

GASINBOX

La Culture Malagasy est riche surtout dans le domaine de la Musique. La « Valiha » est l'un des pionniers. Généralement assez difficile à jouer, elle émet un son unique mélodieux et volupté. L'Intelligence Artificielle est maintenant incontournable. Gasin'Box est le premier Robot Musicien Malagasy qui peut jouer tout seul notre cher instrument la « VALIHA ».
Combiné à la technologie BlueTooth, l'on peut choisir ces morceaux préférés à partir du playlist d'un Android qui par la suite, vont être joués par notre robot directement en « LIVE » sur notre « VALIHA ».

La Culture Malagasy peut donc bien se conjuguer avec les nouvelles technologies. Le Docteur Bourgeon Andy Marlon est Enseignant-Chercheur à l'Université de l'Itasy et est Chef de la Mention Intelligence Artificielle. Nous pourrons nous échanger avec lui via andymarlonium@gmail.com, instagram :andymarlonium, fb : andymarlonium, 03439 644 17
C'est une avant-première à Madagascar.

Loi de finances initiale 2020

ou comment souffler le tiède et le glacial

Les intentions du régime à destination de l'industrie sont fort louables mais les signaux envoyés jusqu'ici sont pour le moins flous. La loi de finances initiale 2020 en est une parfaitement illustration où les discours prometteurs ne se sont traduits que timidement.

> **L'industrialisation à grande échelle contribuera à l'instauration d'une croissance forte et soutenue dont l'objectif est de produire localement tous les besoins du pays et d'augmenter les valeurs ajoutées du pays aux revenus tirés des produits transformés**

peut-on lire dans la Loi de finances initiale 2020. Concrètement, cela ne s'est traduit que sur deux lignes dans le texte : "Assurer la relance économique, notamment à travers l'exonération de l'importation et la vente des matériels et équipements pour l'industrie agroalimentaire". Certes le gouvernement entend donner la priorité à la mise en place de ce qu'il appelle "Zones d'émergence industrielle" pour donner un coup d'accélérateur au secteur secondaire mais pour l'heure, ce qui est inscrit dans la Loi de finances initiale ne semble pas avoir convaincu grand monde. Pire, quelques dispositifs vont littéralement à contre sens avec en point d'orgue la taxation à la TVA du maïs et du blé. Les industriels ont essayé de faire entendre leur voix lors du passage du texte au Sénat mais rien n'y a fait. Si le texte a dû passer par la case ordonnance du Président de la République pour être adopté, et les principales modifications demandées par les industriels n'ont pas été prises en compte.

Lobbies autodestructeurs

D'une manière générale, le secteur privé pointe du doigt le fait qu'il n'ait pas été suffisamment consulté lors de l'élaboration du texte. De plus, il déplore qu'une fois de plus on s'acharne sur les acteurs "réglos" du pays. Des acteurs qui subissent déjà les affres de la Jirama sans oublier l'insécurité et tous les points à améliorer responsables du mauvais classement de Madagascar dans le classement Doing Business de la Banque mondiale. L'espoir est tout de même permis à la Loi de finances rectificative. Les rencontres se multiplient entre le secteur public et le secteur privé. Les deux parties s'accordent à dire que l'industrie doit jouer un rôle plus important dans l'économie du pays. Reste à savoir si les paroles et les bonnes intentions vont enfin se traduire en actions. Reste à savoir aussi si ces bonnes intentions vont résister à certains lobbies qui font tout pour que rien ne change. Prenons pour symbole de la lutte pour le renforcement du secteur secondaire à Madagascar, l'industrie du savon. Les savonniers ont subi deux revers sanglants en 2019 sur le front des bondillons, le dernier en date étant la Loi de finances initiale. Si dans son texte d'origine, cette loi prévoyait une quotité de 20% contre 10% actuellement, cet élan a été stoppé net à l'Assemblée nationale. Un peu plus tôt dans l'année, l'Autorité nationale en charge des mesures correctives commerciales (ANMCC) s'y était également cassé les dents. Consciente que l'importation de bondillons met à mal toute une industrie dans le pays, l'ANMCC a pris la décision d'imposer un taux additionnel sur cette "fausse matière première". Force est de constater que les taux additionnels n'ont pu être appliqués à ces mêmes lobbies.

La volonté d'avancer est palpable chez le gouvernement. Mais avancer concrètement nécessite une réelle collaboration et confiance avec les industriels et en leur détermination à investir et leur capacité d'innover pour relancer la machine. Mais cela demandera du courage car comme on dit, il faut casser des œufs pour faire des omelettes. Des intérêts sont touchés lorsqu'on parle d'industrialisation. Mais les promesses d'une industrie forte sont telles qu'il en vaudrait peut-être la peine de s'y engager une bonne fois pour toute.

HERININAINA ROBIVELO

Baromètre de l'Industrialisation : 4è Edition

INDICE DE LA CONJONCTURE FUTURE

40	20 à 40	40 à 60	60 à 80	80 à 100
CATASTROPHIQUE	MÉDIOCRE	MOYENNE	BON CLIMAT	EN PLEIN ESSOR

La quatrième édition du Baromètre de l'industrialisation laisse montrer en cette première année du mandat du régime Rajoelina la persistance des difficultés structurelles. Notamment les problèmes énergétiques et la faiblesse du pouvoir d'achat domestique, malgré la hausse du salaire minimum d'embauche à 200.000 MgA décrétée début mai 2019 par l'Etat et qui n'a pas été suivie de l'ajustement de salaire pour les catégories professionnelles autres que M1.

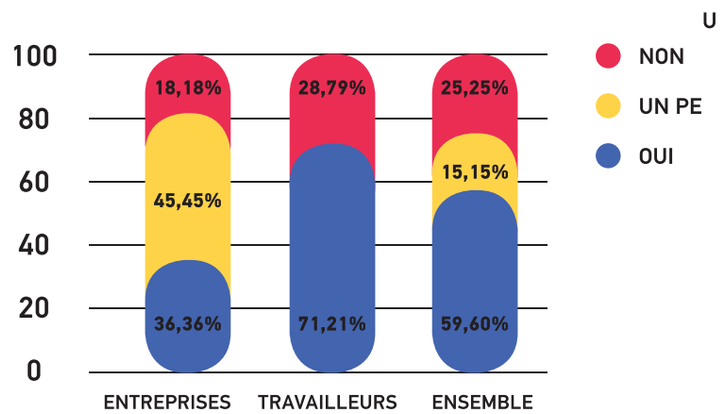
Le présent Baromètre souligne aussi la faiblesse des interventions de l'Etat, voire son inaction face à d'autres difficultés majeures dont l'insécurité et la concurrence déloyale. Cette dernière étant due à l'invasion massive des produits importés, ainsi qu'aux activités informelles.

N'empêche, les indices globale et sociale montrent une situation propice aux industries

OPINIONS SUR LE CONTENU DU VELIRANO 7

27,27	36,36	12,12	24,24
OUI LES CONTENUS DU VELIRANO 7 RÉPONDENT AUX ATTENTES DU SECTEUR INDUSTRIEL	NON, LES STRATÉGIES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS NE SONT PAS DÉFINIES	LES OBJECTIFS À ATTEINDRE SEMBLENT PAS RÉALISTES	JE NE CONNAIS PAS LES CONTENUS DU VELIRANO

PERCEPTIONS SUR LA PRIORISATION DE L'INDUSTRIALISATION PAR L'ETAT



Source : Baromètre de l'industrialisation /Alliance pour l'industrialisation durable / Calcul du CREM (Novembre 2019)

interview

Direction Générale des Impôts

Expansion : Dans la loi des finances 2020, quelles sont les mesures fiscales incitatives pour booster le secteur industriel ?

Germain, directeur général de l'impôt DGI :

L'Etat a répondu favorablement à la demande du SIM (syndicat des industries de Madagascar) en facilitant l'implantation des unités agroalimentaire. Tout investissement dans ce secteur bénéficie d'une exonération fiscale totale, aussi bien au niveau des importations de matériels pour la création que toutes les autres activités liées à l'implantation. L'Etat encourage ainsi l'investissement dans ce secteur. Et l'appel a été lancé aussi bien aux opérateurs nationaux qu'étrangers, car ce ne sont pas les opportunités qui manquent.

Par la même occasion, le pays pourra diminuer progressivement les importations de produits de premières nécessités. Car pour le moment, Madagascar importe une grande partie de ses produits alimentaires de base. Ce qui n'est pas normal vu la potentialité du pays. D'où la décision de l'Etat de tout mettre en œuvre pour assurer progressivement la suffisance alimentaire du pays. Le secteur agroalimentaire participe largement à cet objectif du gouvernement d'où cette mesure d'exonération. Ceci malgré la réticence des partenaires financiers et techniques qui ne voient pas toujours d'un bon œil les exonérations fiscales d'une manière générale.

Le deuxième desiderata du SIM accepté par l'Etat concerne l'IRSA. Ainsi, les avantages en nature imposables à hauteur de 50% auparavant sont baissées à 40% dans la loi des finances 2020. Certes le secteur privé a demandé aussi l'annulation des impôts sur le revenu mais compte tenu de la faiblesse de notre recette fiscale, nous devons y aller progressivement.

Expansion : qu'en est-il de la TVA sur le maïs qui met en difficulté bon nombre de branches d'activités agroalimentaires ?

Germain, DGI : les exonérations diverses ont mis à mal la trésorerie de l'Etat qui n'arrive pas à assurer son rôle notamment dans le secteur social. D'autant que l'Etat constate que toutes ces exonérations n'ont aucune ou peu d'impact sur le niveau de vie de la population. Le manque à gagner du trésor public dû aux exonérations fiscales en tout genre est estimé à hauteur de 1000 milliards d'ariary. Ce qui n'est pas rien. Il faut un sacrifice de la part de tout le monde. Concernant justement la TVA sur le maïs, ce n'est qu'en 2019 que l'exonération a été consentie. Le maïs a été toujours frappé de TVA. Donc disons que nous revenons vers la situation d'avant 2019. Avec ou sans TVA, le prix des produits utilisant le maïs a toujours été revu à la hausse. La solution pourrait se trouver dans la lutte contre la chenille légionnaire qui ravage les champs de maïs et augmenter ainsi la production locale du maïs.

Le gain de recettes fiscales obtenu grâce à l'annulation des exonérations sera affecté au secteur social. Notamment la sécurité, la santé et l'éducation.

Nous rappelons ici que le dialogue permanent entre privé et public est toujours valable.

Expansion : qu'en est-il de la lutte contre la corruption au niveau de l'administration fiscale dont les méfaits découragent les opérateurs et les contribuables en général ?

Germain DGI : notre stratégie de lutte contre la corruption actuelle se base sur la digitalisation de toutes les opérations liées aux impôts et de la fiscalité en général. Le E-hetra est mise en place pour limiter autant que possible le contact entre les agents du fisc et les contribuables. Depuis la déclaration de l'IRSA jusqu'au paiement des impôts, tout est disponible en ligne à travers le E-Hetra. La création d'entreprise est également possible en ligne. Même le bilan peut être envoyé en ligne à partir du mois de mai 2020.

L'administration fiscale encourage ainsi les entreprises et tous les contribuables en général à faire toutes les opérations liées à leurs impôts en ligne. A éviter autant qu'ils le peuvent le contact avec les agents fiscaux. Objectif : zéro papier et zéro contact physique avec les agents fiscaux.
Sinon, tout contribuable, personne physique ou morale qui s'estime victime de tentative de corruption ou de corruption de la part des agents fiscaux sont invités à nous contacter pour les dénoncer. Nous prendrons les mesures disciplinaires à leur encontre.
Administration fiscale-transparente-innovante- pilier de l'émergence, tel est notre slogan et notre but.

Expansion : qu'en est-il de l'élargissement de l'assiette fiscale car on a l'impression qu'on s'acharne seulement sur ceux qui sont en règle ?

Germain DGI : l'objectif étant non seulement d'élargir le nombre des contribuables mais aussi des matières imposables. Si on estime à 26,5 millions le nombre de la population dont quelques 12millions le nombre de population active, les contribuables répertoriés se chiffrent seulement à 300000. Et même quand on y ajoute les 975000 salariés qui paient leurs impôts, nous sommes encore loin du compte.

La grande majorité opère dans l'informel. Aussi la lutte contre le secteur informel est parmi notre priorité. Nous collaborons avec l'administration de proximité pour y arriver. Dont notamment avec les communes et pourquoi pas les fokontany.

Léa RATSIAZO

Direction Général des Douanes

conséquences

de la pandémie du Coronavirus sur les recettes douanières

Directeur général des douanes
Lainkana Zafivanona Ernest.

L'invité surprise Coronavirus est en train de chambouler toutes les prévisions économiques du monde entier dont Madagascar. Comme la Chine est devenue ces dernières années, le premier partenaire économique et commercial de la Grande ile, il faut s'attendre à une conséquence proportionnelle.

Les objectifs fixés par la loi des finances seront-ils alors atteints ou non cette année ? Quelles mesures proposez-vous pour booster les recettes ?

Pour le moment, il est difficile pour le moment d'affirmer quoi que ce soit compte tenu de l'évolution très rapide de la situation économique mondiale liée à la pandémie du Coronavirus. Néanmoins, pour moi, il faut booster l'investissement local. Nous avons tendance à toujours à faire appel et donner des avantages aux IDE (investisseurs directs étrangers), des fois en lésant les investisseurs locaux. Or, ces derniers sont plus pérennes. En cas de crise, les étrangers sont plus prompts sont prendre la poudre d'escampette que les nationaux.

Notre balance commerciale est encore déficitaire car bon nombre des articles exportés sont fabriqués par des entreprises franches donc sont exempts de droit de douanes entre autres. Le manque à gagner de la caisse de l'Etat pour l'année dernière dans le domaine des entreprises franches se chiffre à 185 milliards d'ariary. Les agréments de certaines de ces entreprises franches devraient être revus. Et le contrôle dans les entreprises franches devrait être admis.

Alors que les opérateurs nationaux n'ont même pas droit à une admission temporaire. Une situation qui désavantage les entreprises nationales.

30%

Le tiers, des produits d'importation de Madagascar proviennent de l'Empire du Milieu. Ce qui place la Chine au premier rang en tant que partenaire commercial de la Grande Ile. Certes il y a des articles qui ne sont pas forcément indispensables, du genre télévision ou autres babioles mais il y en a aussi des produits entrant dans la fabrication de produits de première nécessité. Quasiment toutes les matières premières utilisées par les entreprises et industries de Madagascar proviennent de Chine.

La suspension des activités chinoises, même temporaire, va se ressentir sur l'économie dont les recettes douanières. Heureusement que la Chine reprend service progressivement. N'empêche, la récession mondiale va avoir des répercussions sur l'économie de la Grande Ile, encore fragile. Jusqu'à quel point ? Les techniciens sont en train de faire des études et des projections. La baisse de recettes douanières était déjà constatée au mois de février. Il y aura forcément des fléchissements des recettes aussi pour mars- avril, mais en principe. Un ajustement qui sera inclus dans la loi des finances rectificatives. Mais une reprise progressive sera attendue après.

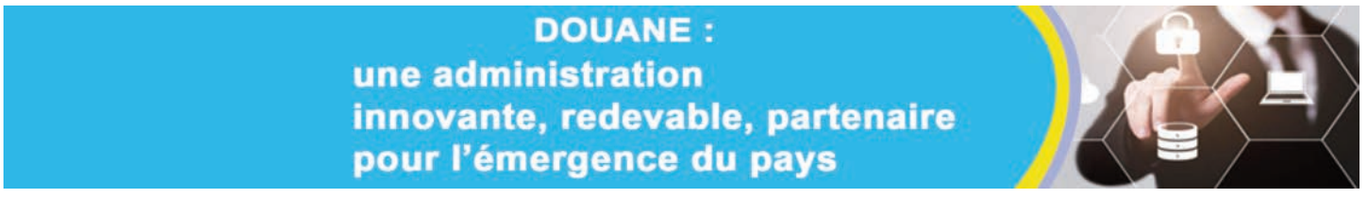
Sinon dans la loi des finances 2020, quelles sont les mesures prises pour propulser l'industrie locale ?

Le rôle du service des douanes se concentre sur l'amélioration de la procédure administrative. Le circuit vert est renforcé. Cette procédure permet l'accélération au maximum de procédure de dédouanement. Les entreprises qui bénéficient du circuit vert, selon des critères bien définies, peuvent enlever leurs marchandises sous douanes en l'espace de 24 h. Nous encourageons les industriels à s'y adhérer.

Sinon, face aux multiples doléances des entreprises locales qui se plaignent de la concurrence déloyale de certains importateurs qui réussissent à mettre sur le marché des produits à prix cassé, nous multiplions les contrôles. La fraude douanière est dénoncée par les industriels. La complicité de certains transitaires et d'agents de l'Etat est établie.

Aussi grâce aux contrôles, 9 transitaires sont suspendus actuellement dont 4 risquent le retrait définitif de licence. Nous faisons des efforts et nous encourageons les opérateurs à nous donner des informations sur des cas suspects de fraudes douanières. Le numéro vert 360 et le site web sont ouverts à tous. D'ailleurs ce sont les concurrents qui sont le plus au courant de ce qui se passe dans leur secteur. Cette corruption impacte gravement l'économie et nous mets en situation de dépendance.
La mise en place du « Label Probité » figure parmi les mesures prises par l'administration fiscale pour améliorer le climat d'investissement à Madagascar. Le changement de comportement des agents douaniers aussi.

Léa RATSIAZO



Naina *Andriantsitohaina*

UN INDUSTRIEL ENGAGÉ !

“MON RÊVE C’EST DE VOIR LA FAMILLE AVEC LES ENFANTS, CIRCULER À PIED OU EN VOITURE, SANS INQUIÉTUDE.”

Naina Andriantsitohaina, c’est surtout un industriel. C’est un opérateur qui en veut et qui est reconnu dans plusieurs secteurs des activités économiques. Depuis quelques dizaines d’années et par la force des événements il s’est versé dans le syndicalisme patronal puis dans la politique - la politique dans le sens originel du terme. Il est aujourd’hui le maire de la capitale. La philosophie qui l’anime dans cette nouvelle mission qu’il s’est assigné avec son épouse, c’est le bien-être de la population de la capitale.

« Mon rêve c’est de voir la famille avec les enfants, circuler à pied ou en voiture, sans inquiétude dans une ville, propre, sécurisée, éclairée ; la finalité c’est cela. Le reste c’est de la technique », explique le premier magistrat de la ville. Le maire Naina Andriantsitohaina est tout à fait conscient des difficultés et des défis qu’il a identifiés dont le principal est l’inclusivité. Ce qui signifie de son point de vue que le développement de Tanà ne peut se concevoir qu’en incluant la population la plus défavorisée dans le processus.

Naina Andriantsitohaina serait-il donc socialiste ou humaniste ? S’identifie-t-il au Père Pedro ? Non ! Apparemment il demeure un opérateur, élu démocratiquement responsable de la ville. « Il faut absolument que la part sociale soit la plus importante dans la politique de la Commune urbaine d’Antananarivo (CUA) », fait-il comprendre. « C’est facile et c’est bien beau de construire des routes, de réhabiliter cinq ou six ou sept portions de rues ou de chaussées, avec des éclairages publics…, mais il faut que la CUA déploie beaucoup d’efforts et fasse davantage, voire deux ou trois fois plus à l’intention de la population pauvre : lavoir, toilette, borne-fontaine, ruelle, assainissement, emploi », poursuit le premier magistrat de la capitale. Et c’est là justement que se manifeste l’esprit entrepreneurial de Naina Andriantsitohaina qui met en valeur les liens entre les industriels/opérateurs et le développement de la ville ou la politique publique. D’ailleurs, le maire l’a déclaré lors de notre entrevue : « le développement ne peut se concevoir que si on donne de l’emploi autant aux pauvres, aux jeunes et aux adultes; le citadin n’est pas en train de faire la manche ou de mendier, il cherche et s’attend à de l’emploi, des opportunités de travail ».

Un pan du programme du maire

Le maire ne manque pas de vision : créer le plus d'entreprises possible, quelles que soient les catégories. Des centres de formations pour les bacheliers qui souhaitent s'orienter vers les call-center. A l'intention des sans diplômes, la CUA a besoin de main d'œuvre pour les travaux en HIMO (Haute Intensité de Main-d'œuvre) dans les fokontany. L'objectif de la CUA d'après le maire est de mille (1000) emplois en HIMO à plein temps par an.

Mais Tanà est aussi perçue par le maire comme une agglomération en mutation où il y a des agriculteurs, des commerçants, des entrepreneurs, des industriels et des hommes d'affaires. Le marché d'Anosibe n'a plus sa place dans le centre-ville et il n'est pas normal que quelque 200 charrettes circulent dans la capitale. Naina Andriantsitohaina s'empresse de préciser que l'Etat, ou encore la CUA n'a pas à mettre directement la main dans cette mutation ; c'est une affaire d'organisation du secteur privé auquel il faut donner une impulsion pour qu'un marché de gros tel Rungis –toutes proportions gardées, se mette en place hors de la capitale.

“DONC, IL FAUT FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE CES GENS-LÀ : SENSIBILISATIONS, FORMATIONS, CONSEILS ; PAR EXEMPLE AUX AGRICULTEURS URBAINS OU PÉRI-URBAINS POUR UNE CULTURE À LA VERTICALE ET DE MOINS EN MOINS À L'HORIZONTALE VU L'EXIGUÏTÉ DES SUPERFICIES AGRICOLES. EN TOUT CAS, IL FAUT ORGANISER LE CIRCUIT DE DISTRIBUTION”

« Le développement inclusif de la ville ne se réalise pas en un jour ; il faut bien commencer avec tout et sur tous les fronts, si bien qu'il faut s'entourer d'un staff très motivé qui travaille et qui fonctionne très bien. D'ailleurs, mes collaborateurs y sont pour servir Tanà ; ils sont engagés comme je le suis. C'est la première chose. La deuxième chose et c'est le souci aujourd'hui c'est que tout est à refaire, tout est cassé ; tout est à remettre en place ». Ce sont les perceptions/appréciations du maire. A titre d'exemple si nous avons bien compris, la gestion du personnel est un cas sensible car il semble qu'il y ait une pléthore de personnels qui n'ont que le CEPE. Mais le développement de la ville nécessite aussi des gens spécialisés, des cerveaux pour concevoir et amener leur savoir-faire pour assurer la mutation vers le développement.

En tout cas, Naina Andriantsitohaina déclare adorer La Une de Politikà avec la photo de Babà Komba : « Noble mission, tâche ingrate ». C'est vrai, reconnaît-il. « C'est une tâche ingrate ; il faut descendre sur le terrain au moins tous les deux jours. Mais c'est une mission que mon épouse et moi avons choisi. Au fond, Tanà en a eu deux pour le prix d'un. Nous avons fait campagne ensemble et puis, sachant l'importance de la partie sociale des défis, il faut aussi un œil féminin ».

“NOUS AVONS UNE MISSION”

Entrepreneur moderne

Naina Andriantsitohaina est, plutôt était à la tête d'un groupe de sociétés qui s'est agrandi au fil des temps et des crises: imprimerie, produits chimiques, banque et presse. La diversification d'activité est une stratégie de survie en quelque sorte. Naina Andriantsitohaina rend hommage aux premiers malgaches, à trois pionniers que sont Gaston Ramenason, Jean-Charles Andriantsitohaina et Pascal Rakotomavo, qui ont créé la première banque entièrement malgache, il y a 30 ans de cela. C'était un vrai pari à l'époque.

Diplomate et maire

Naina Andriantsitohaina est le fils de Jean-Charles Andriantsitohaina, qui descend du diplomate Andriantsitohaina XVI Voninahitra du gouvernement Rainilaiarivony. De formation économique et se destinant davantage à des activités industriels comme son père, Naina Andriantsitohaina a exercé les fonctions de ministre des Affaires étrangères (MAE) dans le premier gouvernement Andry Rajoelina-Christian Ntsay. « C'est la facétie de l'histoire », reconnaît Naina Andriantsitohaina qui admet cependant qu'elle a légitimé en quelque sorte la mission économique que lui a confié le président Andry Rajoelina.

Cette brève mission diplomatique qui aura duré huit (8) mois, est une réussite si on devait considérer les appréciations des diverses catégories de personnels du MAE. D'après des cadres du ministère, des textes régissant les personnels datant des années 60-61, ont été retouchés dont le statut des agents diplomatiques; la lettre de politique étrangère a été rédigée ; mais surtout le principe de la méritocratie en toute transparence et celui de la rotation du personnel pour éviter la routine ont été mis en œuvre. « Très sincèrement, j'ai envoyé des professionnels que je ne connaissait pas dans nos ambassades sur la base de la méritocratie. Et j'ai initié beaucoup de réformes », confirme Naina Andriantsitohaina.

« A la CUA, Naina Andriantsitohaina est le dernier à fermer les portes de son bureau et à quitter les lieux ; mais c'est le premier arrivé sur les lieux le lendemain », affirment les préposés au portail de la CUA.
C'est dire à quel point l'industriel assume les fonctions publiques de magistrat de la capitale qu'il a choisies. En fait, il a démissionné de toutes les fonctions qu'il assurait depuis qu'il a officié au MAE. « J'ai tout délégué. Ce sont mes enfants qui gèrent ».

RANDRIAKOTO ANSELME

Région Analamanga

Une ville à la campagne

La région Analamanga a la particularité d'abriter la capitale de Madagascar, Antananarivo. Bien que la région soit la plus peuplée, 14.1% de la population totale selon le dernier recensement, la répartition de la population n'y est pas égalitaire, Antananarivo Renivohitra regroupant 37.7% de la population de la région. Les habitants se concentrent surtout au niveau des centres économiques de la région. A elle seule, la région est l'archétype même du pays avec des zones totalement dépeuplées car dénuées de toutes infrastructures. Le district d'Ankazobe est le moins peuplé avec une proportion de 4.9%. Et oui, il y a des communes encore enclavées dans la région Analamanga. Il suffit de s'éloigner de quelques dizaines de kilomètres des centres urbains pour se retrouver en pleine brousse. Bref à la campagne. Une campagne qui s'invite dans la ville.

Antananarivo, telle une lampe dans la nuit, exerce un pouvoir d'attraction sur les habitants des alentours et des autres régions également.

Un potentiel industriel dans l'attente d'un déclic

Industriels et économistes s'accordent à dire que la région d'Analamanga n'a pas livré tout son potentiel en matière d'industrie. Bien que les chiffres flatteurs relatent une région qui porte l'économie du pays avec près de 40% du PIB national, la réalité montre une région qui peine à trouver son second souffle. Portée par Antananarivo, le dynamisme est bien réel à l'image les candidats à l'exode qui se bousculent toujours aux portes de la capitale. Seulement, la région, la ville d'Antananarivo en tête, semble ne plus être capable de donner plus que ce qu'elle a donné jusqu'ici. L'industrie pourrait être ce second souffle tant attendu …

Le développement industriel des dernières décennies a accéléré le mouvement de la population vers Antananarivo grâce à la promesse d'une vie meilleure. Ce sont la pauvreté et l'insécurité qui entrainent généralement les déplacements de la population. D'après l'enseignant chercheur David Rakoto, président du conseil d'administration du Cercle des économistes de Madagascar, ce qui s'est passé à Antananarivo est on ne peut plus normal. Pour lui, ce sont les opportunités économiques et sociales qui attirent les migrants.

LA MAIN D'OEUVRE EST ATTIRÉE PAR LA VILLE. SI AU DÉPART LA MAIN D'OEUVRE ÉTAIT ENCORE PEU ABONDANTE, LE SALAIRE ÉTAIT RELATIVEMENT ÉLEVÉ. CELA S'EST RÉDUIT AU FUR ET À MESURE DES VAGUES MIGRATOIRES

explique le professeur David Rakoto.

C'est la déception et l'appauvrissement qui accueillent actuellement les candidats à l'exode.
Malgré cette situation le professeur David Rakoto estime qu'un retour en milieu rural est difficilement imaginable à cause de l'immobilisme des zones de provenance.
Le centre urbain d'Analamanga continue cependant d'être dynamique. Parallèlement, les zones rurales de la région restent fortement dominées par les activités de subsistance qui n'arrivent pas satisfaire les besoins. L'Analamanga ne manque pourtant pas d'arguments en ce qui concerne l'agriculture.
En se basant sur les conclusions d'une étude, le professeur David Rakoto indique que plusieurs zones de la région sont idéales pour la culture du riz, du mais, de la pomme de terre, du manioc, de l'arachide, du tabac et même de la canne à sucre. Le directeur régional du ministère de l'Agriculture Volatiana Ratovoson veut pour sa part attirer l'attention sur l'étendue de terres encore inexploitée notamment du côté d'Anjozorobe, Ankazobe et Andramasina. D'après elle, le manque d'investisseurs agricoles grève le secteur dans la région. La majeure partie de la population reste pourtant rurale dans la région. En somme, la faiblesse du secteur primaire continue de pousser les habitants à quitter les zones rurales pour tenter leur chance en ville.

L'industrie, le chainon manquant

Ces derniers mois, la question de la capacité d'Antananarivo d'accueillir tout ce monde a été soulevée. La capitale fait face à un problème d'urbanisme flagrant, la faute à une urbanisation sauvage et un manque criard de planification. La ville n'a plus également de quoi faire travailler sa population. Le secteur informel y est roi et même si Analamanga se targue d'avoir un taux de salarisation le plus élevé du pays avec 30% (Les Nouvelles 25/05/2018), la plupart des travailleurs sont souvent sous payés et la majorité exercent deux ou trois métiers dans l'informel. Le secteur tertiaire gagne du terrain dans la région notamment à Antananarivo.

LES GENS VIENNENT À ANTANANARIVO POUR TROUVER DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES. GÉNÉRALEMENT, C'EST DANS LA VENTE QU'ILS SE LANCENT ET MALHEUREUSEMENT, LE PLUS SOUVENT DANS L'INFORMEL

souligne le professeur David Rakoto.

Il déplore que le secteur tertiaire qui contribue à la croissance comme les banques ne se développe pas assez. Le vice-président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM) Riana Rasamimanantsoa évoque pour sa part un chainon manquant, lorsqu'il parle de l'industrie dans la région.

Analamanga a pourtant un réel potentiel industriel même si dans l'état actuel, le secteur secondaire est peu reluisant. Le secteur touche plusieurs domaines allant de l'agro-industrie au textile, en passant par la chimie et le plastique. Ces dernières années, il connait une régression la faute à une saturation de l'espace aménageable dans la capitale. Le principal défi est de créer de nouvelles zones industrielles.

NOUS AVONS BESOIN DE ZONE INDUSTRIELLE DÉDIÉE COMME TANJOMBATO ET ANKORONDRANO

lance Riana Rasamimanantsoa qui insiste sur le potentiel de la région dans son ensemble. "La région, elle, n'est pas saturée. La floraison des PMI/PME l'atteste. En se penchant notamment sur la chaine de valeur de l'agriculture et de l'élévage, Analamanga a encore un potentiel". Le vice-président de poursuivre que le cœur de l'industrie et le cœur de l'économie malgache est à Analamanga. Pour lui la région est particulièrement compétitive car elle regroupe les critères essentiels pour l'implantation industrielle. A savoir l'énergie, la logistique, la main d'œuvre et les structures partenaires comme les institutions financières. Le professeur David Rakoto d'ajouter un dernier critère qui est l'accès aux innovations technologiques et aux informations.

NOUS SENTONS UNE VOLONTÉ DE LA PART DE L'ETAT À TRAVERS LES PROJETS DE VILLES DE NOUVELLE. L'EXPANSION SE FERA PETIT-À-PETIT. CE QUE NOUS ATTENDONS, C'EST LA MISE EN PLACE DE ZONES DÉDIÉES AINSI QUE LE RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT. LA MISE EN PLACE DES CEINTURES ROUTIÈRES VA DANS CE SENS POUR BOOSTER UN PEU PLUS LES ACTIVITÉS. LES ZONES PEUVENT ALLER JUSQU'À ANJOZOROBE, TALATAN'NY VOLONONDRY, ...

souligne Riana Rasamimanantsoa.

Même constat pour David Rakoto qui parle de la nécessité d'un plan directeur pour identifier les nouvelles zones. "Les industries de transformation peuvent approcher les producteurs agricoles. Cela va permettre de maintenir les revenus agricoles à un niveau acceptable. Dans se sens, Riana Rasamimanantsoa est d'avis que la région ne devrait pas avoir de problème en ce qui concerne l'approvisionnement dans la mesure où les agglomérations en périphérie de la région jouent le rôle de point de relais avec les régions limitrophes, fournisseurs d'Analamanga. La ville d'Imerintsiatosika en est un parfait exemple. Bien que dans la région d'Itasy, Imerintsiatosika est un centre économique important en termes d'intrants et de chaine de valeur pour Analamanga. Riana Rasamimanantsoa est convaincu que l'agroindustrie est intéressante dans l'Analamanga. "Mais les autres industries peuvent aussi y prospérés toujours parce que tous les critères sont présents. Il suffit de mettre un lien à tout cela", conclut-t-il.

HERININAINA ROBIVELO

En somme, le potentiel industriel d'Analamanga est sous-exploité. La marge de progression est donc énorme. Il y a une attente de la part des acteurs. Il suffit d'un déclic pour libérer tout le potentiel industriel de la région.

Kopakelatra

UN BATTEMENT D'AILES PROMETTEUR POUR L'ENVIRONNEMENT

La STAR a lancé en Novembre 2019 avec ses partenaires, une initiative en faveur de la gestion des déchets plastiques, plus précisément des bouteilles PET. Le projet se veut rassembleur et collaboratif en invitant le maximum de parties prenantes à se donner la main autour d'un même objectif : limiter l'impact des déchets plastiques sur l'environnement.

Il n'y a pas de petit déchet, chaque geste compte.

Leader dans la production de boissons à Madagascar, STAR fut l'une des premières industries à produire en format PET à Madagascar. Entreprise citoyenne et engagée, elle a mis en place une politique RSE inscrivant la préservation de l'environnement parmi ses axes prioritaires. Au-delà des campagnes de reboisement pour un Madagascar plus vert, STAR inscrit dans ses activités liées à l'environnement, l'objectif de réduire l'impact de son activité. C'est ainsi que plusieurs actions ont été menées depuis des années : la réduction de la taille des bouchons (réduisant à plusieurs tonnes par an les déchets liés à cela), mais aussi la vulgarisation de la consommation en format verre (aujourd'hui 80% des produits STAR sont produits et vendus en format bouteille en verre). Voulant aller plus loin à travers un projet plus impactant, STAR a lancé en Novembre 2019 le projet KOPAKELATRA. Le principe est simple : sensibiliser la population à ne plus jeter les bouteilles en plastique partout et n'importe où. Un geste citoyen simple qui permet de limiter l'impact du plastique sur l'environnement. Ainsi, 26 bacs à collecte munis de compacteur ont été répartis dans la capitale pour permettre la collecte des bouteilles en plastique. Durant les deux premiers mois du projet, plus de 1000 kg de plastique ont pu être récoltés. Ces résultats prometteurs sont la garantie qu'il n'y a pas de petit déchet et que chaque geste compte.

Ensemble gardons notre pays propre.

Leader dans la production de boissons à Madagascar, STAR fut l'une des premières industries à produire en format PET à Madagascar. Entreprise citoyenne et engagée, elle a mis en place une politique RSE inscrivant la préservation de l'environnement parmi ses axes prioritaires. Au-delà des campagnes de reboisement pour un Madagascar plus vert, STAR inscrit dans ses activités liées à l'environnement, l'objectif de réduire l'impact de son activité. C'est ainsi que plusieurs actions ont été menées depuis des années : la réduction de la taille des bouchons (réduisant à plusieurs tonnes par an les déchets liés à cela), mais aussi la vulgarisation de la consommation en format verre (aujourd'hui 80% des produits STAR sont produits et vendus en format bouteille en verre). Voulant aller plus loin à travers un projet plus impactant, STAR a lancé en Novembre 2019 le projet KOPAKELATRA. Le principe est simple : sensibiliser la population à ne plus jeter les bouteilles en plastique partout et n'importe où. Un geste citoyen simple qui permet de limiter l'impact du plastique sur l'environnement. Ainsi, 26 bacs à collecte munis de compacteur ont été répartis dans la capitale pour permettre la collecte des bouteilles en plastique. Durant les deux premiers mois du projet, plus de 1 000 kg de plastique ont pu être récoltés. Ces résultats prometteurs sont la garantie qu'il n'y a pas de petit déchet et que chaque geste compte.

CAR IL N'Y A PAS DE PETIT DÉCHET,
CHAQUE GESTE COMPTE.
ENSEMBLE, GARDONS NOTRE PAYS PROPRE.

Kopakelatra

Un projet
STAR

STAR Adonis jumbo Supermaki Shoprite jovena Total Vivo Energy Cinepax NXTA

kopakelatra www.kopakelatra.star.mg

Coronavirus

Madagascar se barricade

Les trois premiers cas de Coronavirus de la Grande Ile ont annoncés le 20 mars 2020. Une journée après la suspension de tous les vols en provenance de l'étranger ; l'Etat a décrété l'interdiction de toutes les réunions publiques pendant 14 jours à partir de cette date. Interdiction renouvelée 2 fois depuis. Ecoles et universités sont fermées aussi.
Un mois apres le Président de la République Andry Rajoelina a annoncé un deconfinement progressif : service minimum des fonctionnaires, remise en activité du secteur privé suivant décision de leur responsable, retour en classe des éleves en classe d'examen et reprise de service des transports en commun.
Pour pallier les problemes de santé qui peuvent advenir, le Covid Organics CVO est présenté par le Chef de l'Etat en tant que remede contre le covid-19. Le Chef de l'Etat exhorte toujours les citoyens à respecter les consignes sanitaires telles que le lavage de main ou la distanciation sociale et surtout de ne pas céder à la psychose.

L'économie dans la tourmente

Les avis sont nuancés, l'économie déjà fragile est en grand danger : tous les secteurs sont touchés, tourisme, transport, industrie, économie informelle… .
Les mesures prises, nécessaires, reconnaissent les opérateurs économiques, mettent à terre l'économie du pays déjà vulnérable. Le secteur du tourisme s'avère être la première victime collatérale de la crise coronavirus. Mais également quasiment tous les secteurs industriels dont la grande majorité des matières premières proviennent des premiers pays touchés par la pandémie dont la Chine. Pour le moment, par rapport aux pays occidentaux plus riches, l'Etat n'a pas assez de moyens pour appuyer l'économie touchée de plein fouet par cette crise.
D'autres solutions sont proposés par exemple les opérateurs touristiques appellent les nationaux à faire du tourisme national. Ils vont appliquer un taux préférentiel pour les nationaux.

Dilemne

Certains professionnels de santé insistent sur la nécessité de respecter de manière stricte les protocoles médicaux. Toujours dans l'objectif de préserver la santé de la population. Des inquiétudes se font jour : et s'il y avait une grande précipitation.
En effet, l'importance d'un confinement semble toujours nécessaire, afin d'éviter au maximum la propagation du virus. Raison pour laquelle, l'Etat a décrété notamment une personne par famille seulement doit sortir pour faire les courses. A partir de 13 h maximum, personne ne doit plus sortir dans la rue. D'ailleurs un couvre-feu de 20 h à 5h du matin est également décrété.-

La population et les investisseurs nationaux ont besoin de garantie

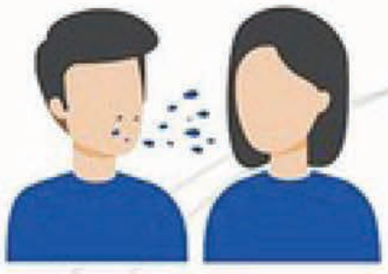
Trop dépendant de l'extérieur notamment pour les produits de base, il est temps pour le pays d'investir dans l'autosuffisance alimentaire. L'Etat note que c'est le rôle du secteur privé tandis que ce dernier rétorque qu'il a besoin d'assurance avant d'investir. « Les opérateurs sur place veulent bien investir dans la production de PPN mais ont besoin de plus de garantie de la part de l'Etat que les produits concurrents importés ne vont pas envahir le marché et casser les prix » note un grand opérateur national. La Côte d'Ivoire par exemple a décidé d'interdire toute importation de sucre pendant 5 ans afin de donner vie à la production sucrière locale. « Voilà le genre de garantie que nous voulons avoir » selon les opérateurs locaux. A titre d'exemple, les industriels locaux ont déjà prouvé à l'Etat que la production de savon locale peut dépasser largement le besoin et donc de freiner l'importation mais les autorités ont refusé.

Notons qu'une flambée de prix produits de première nécessité est déjà constatée sur le marché local. Par crainte d'une pénurie de PPN, certains consommateurs se sont rués pour constituer des stocks de PPN.
Le Chef de l'Etat a prévenu que les autorités notamment les agents du ministère du commerce vont procéder à des contrôles de prix sur terrain afin d'éviter des spéculations malhonnêtes de la part de certains commerçants. Mais pour le moment, les autorités semblent complètement désarmées face à cette situation.

Léa RATSIAZO
Michèle RAKOTOSON

MADAGASIKARA LAVITRA NY CORONAVIRUS

FOMBA FIFINDRANY :



Mifindra amin'ny alalan'ny piti-drora sy fifampikasohana

FOMBA FISEHONY :

MAFANA HODITRA

MIKOHAKA

SEMPOTRA

RAHA MAFANA HODITRA, MIKOHAKA, SEMPOTRA DIA AMPANDRENESO NY MPITSABO NA NY TOBIM-PAHASALAMANA AKAIKY ANAO INDRINDRA

Raha mila fanazavana fanampiny, **antsoy maimaimpoana ny 910**

ACCESS USAID Mohelo Madagasikara unicef Organisation mondiale de la Santé

COVID-19

Une opportunité

pour faire valoir le made in madagascar ?

En décembre 2019, le nouveau virus Covid-19 plus connu sous le nom de coronavirus a été découvert en Wuhan, en Chine. Les problèmes de santé ont été répertoriés, les conséquences d'une pandémie en cours évoqué et les mesures sont prises pour pallier la situation, mais les problèmes économiques pouvant résulter de ce drame ont été peu évoqués Or, ceci est primordial, car la Chine est une puissance économique, première puissance mondiale. Vers l'année 2009 la Chine a détrôné l'Allemagne en devenant premier exportateur mondial. Dans le cas de Madagascar, sur les trois dernières années (de 2017 à 2019), la Chine représente 30% des importations de Madagascar, tous produits confondus.

> **CE FLÉAU A DEUX IMPACTS. UN IMPACT DIRECT, À COURT TERME ET UN IMPACT À MOYEN TERME**

Quelles sont les conséquences à Madagascar ?

Les produits qu'on y importe les plus sont les machines, appareils et matériels électroniques ainsi que leurs pièces. Cette importation est estimée à 294.587 USD. 51% de l'importation de ces types de produits sont chinois.

Mais on peut citer l'augmentation du volume de demandes sur un certain nombre de produits. Notamment, par exemple, tout ce qui est produit à base de javel et de désinfectant, surtout les gels hydroalcooliques. Et là se situent les effets du premier impact. En effet, dans les cas d'épidémies ou de pandémies, la population prend peur et devient consciente de la primordialité de l'hygiène. Or, toujours selon les dires de cet opérateur, certaines de ces entreprises à Madagascar travaillent avec l'Organisation Mondiale de la Santé et importent des produits tels que les gels désinfectants venant de pays gravement touchés.

L'impact à moyen terme, lui, est un problème par rapport à l'importation de certains intrants. On se trouve face à la fermeture temporaire des usines qui se trouvent dans des zones à danger. En outre, la marchandise n'arrive pas toujours à destination car les autorités refusent aux transporteurs de faire le trajet port-usine à cause de cas de coronavirus présents dans la région. Les convois s'y retrouvent alors bloqués, engendrant une charge financière supplémentaire. Pourtant, les opérateurs ont également des charges fixes à payer et les stocks s'amenuisent au fur et à mesure que les jours passent. « Pour nous qui produisons tout localement, c'est plus facile. Et certains ont juste dû changer de fournisseurs pour leurs intrants en s'adressant à d'autres pays. Mais à ce rythme, certains produits ne vont plus être disponibles sur le marché dans quelques temps et/ou les prix du marché vont augmenter sur les produits finis importés » affirment certains entrepreneurs.

30%

DES IMPORTATIONS DE MADAGASCAR SE FONT AVEC LA CHINE DE 2017 À 2019

Les produits qu'on y importe les plus sont les machines, appareils et matériels électroniques ainsi que leurs pièces. Cette importation est estimée à 294.587 USD. 51% de l'importation de ces types de produits sont chinois.

Cet impact à moyen terme se verra globalement à Madagascar. Néanmoins, les usines d'approvisionnement en fournitures médicales et production de produits de première nécessité en Chine ont doucement repris.
La plupart des opérateurs estiment que c'est l'occasion ou jamais de produire plus et promouvoir les produits locaux.

ONJA FANOITRA

Lutte contre la malnutrition :

Le secteur privé s'engage

Le SBN mobilise les entreprises pour lutter contre la dénutrition (émaciation, retard de croissance, insuffisance pondérale) et les carences en micronutriments, engage les entreprises nationales à agir aussi sur les problèmes croissants de surpoids, d'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Cette lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes se traduit ainsi par la création et la mise sur le marché des produits à haute valeur nutritionnelle ou des produits fortifiés : farine sans gluten, farine riche en minéraux et oligo-éléments, produits enrichis en fer, en calcium, en vitamine A, poudre de spiruline, poudre de moringa…

Le SBN évalue les entreprises membres pour les services de soutien technique, financier et autres dont ils auraient besoin pour agir et investir dans la nutrition, et facilite les liens et les partenariats avec les fournisseurs de soutien. Ainsi le SBN soutient financièrement l'initiative de 2 jeunes entreprises, l'une œuvrant dans la région d'Antsirabe dans le domaine de la permacantine scolaire : mise en place d'une cantine pour les enfants, alimentée par une zone maraîchère et un petit élevage cultivés par les élèves et leurs parents, et l'autre dans la région de Sakaraha dans le domaine de la pisciculture pour pallier notamment à une insuffisance de protéines dans l'alimentation de cette région.

Le SBN incite les entreprises à adopter des pratiques commerciales responsables et plaide pour un environnement propice qui incite à des actions et des investissements responsables touchant notamment la mère et l'enfant : créer par exemple un espace dans l'entreprise permettant à la mère d'allaiter son enfant, être vigilant sur les slogans publicitaires ou marketing pouvant atteindre l'intégrité de l'enfant ou qui promeuvent la malbouffe.

Réalisant la gravité de la malnutrition à Madagascar, des entreprises du secteur privé ont décidé de se joindre à l'initiative du mouvement mondial SCALING UP NUTRITION (SUN), fondé sur le principe que toute personne a droit à une alimentation saine, équilibrée et suffisante et dont le but est de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Madagascar fait partie des pays SUN depuis 2012.

La malnutrition peut avoir de lourdes conséquences sur la productivité et sur la profitabilité d'une entreprise : taux élevé d'absentéisme, absence de motivation, stagnation de la croissance, salaire insuffisant et peu attractif, difficulté de trouver du personnel qualifié, expatriation du personnel qualifié… Et tout cela ne permet pas un développement durable et prospère.

Ainsi la nutrition joue un rôle important dans la qualité du capital humain qui est vital au développement de l'entreprise.

C'est ainsi qu'Anjaramasoandro a été créée en tant que Sun Business Network soit la plateforme du Secteur Privé de Scaling Up Nutrition à Madagascar. Le rôle d'« Anjaramasoandro » est de soutenir la stratégie nationale de l'Office National de la Nutrition (ONN) et de sensibiliser et mobiliser les entreprises pour qu'elles agissent, investissent et innovent dans des actions responsables et durables liées à la nutrition.

Le SBN sensibilise les entreprises sur l'autonomisation des femmes et des filles qui permet ainsi l'amélioration de la nutrition, car il a été établi que la femme a tendance à investir plus dans la nutrition, l'éducation et la santé de la famille. Le but est d'améliorer leurs conditions au sein de l'entreprise, donner davantage d'opportunités aux femmes et les aider à relever les défis auxquels elles sont confrontées dans l'accès aux services de financement ou autres.

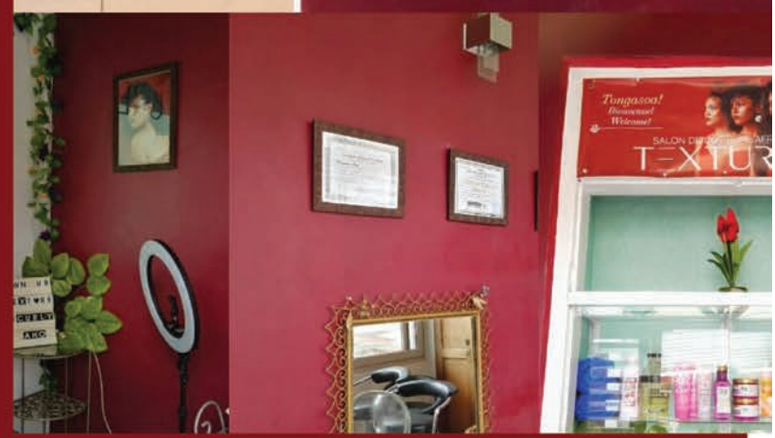
Le SBN Anjaramasoandro fournit ainsi une plateforme neutre pour négocier des partenariats et une collaboration entre les entreprises et tous les acteurs de la nutrition aux niveaux régional, national et mondial. Le SBN vise à accroître la disponibilité et l'abordabilité des aliments sains et nutritifs pour les consommateurs à faible revenu grâce à des activités au niveau national.

Le mouvement « Scaling Up Nutrition » à Madagascar réunit 5 plateformes : le secteur privé, le gouvernement, la société civile, les chercheurs et le réseau des donateurs et des Nations Unies. Le point focal est l'ONN (Office National de Nutrition) directement rattaché à la Primature et qui met en œuvre la Politique Nationale de Nutrition. Le SBN travaille ainsi avec ces plateformes pour une meilleure synergie des actions pour la lutte contre la malnutrition.

Holisoa ANDRIAMAHAZO RAMANANTSOA
Présidente d'ANJARAMASOANDRO Plateforme SUN du Secteur Privé
Fb : Plateforme Anjaramasoandro

Curly aho

Il y a trois ans, nous étions trois jeunes femmes de 21, 22 et de 23 ans qui se frayaient chacune son chemin dans le monde professionnel. Fraîchement diplômées, des questions pleins la tête quant à nos prochains pas, notre avenir était incertain mais une chose était sûre: on se re-découvrait grâce à nos cheveux.



La naissance de Curly aho

Depuis très jeune, pour plaire, pour se faire belle et être présentable, il nous fallait changer notre apparence capillaire avec un petit passage au brushing ou un lissage pour des événements spéciaux. La confiance en soi prend un coup dur car ces normes de beauté nous donnent l'impression d'être tout sauf nous-mêmes. En ayant chacune trouvé le remède à ce mal-être grâce à la découverte de soins innovants pour nos cheveux texturés, nos routes se sont croisés et Curly Aho est né. Nous pensions être des cas isolés mais depuis décembre 2017, par le biais de la création d'un groupe privé sur Facebook, nous avons réuni des hommes et des femmes malagasy aux cheveux texturés autour de ce sujet qui est rapidement devenu plus complexe qu'une routine de soins miraculeux.

Divers témoignages confirment un vécu commun où nous avons tous traversé une phase où nous n'assumions pas nos cheveux naturels, où nous les avons vraiment détestés au point d'en perdre confiance en nous. Là nous avons compris qu'on était tous sur le même bateau pour apprendre à les soigner et prêts à les sublimer de manière à ne plus altérer leur texture originelle. Nous avons rapidement réalisé l'impact de ce que nous venions de créer: un espace où des milliers de femmes et hommes malgaches se sont sentis en sécurité pour parler librement d'expériences discriminantes à cause de leurs cheveux, de mal-être qui semblent légers aux premiers abords mais qui nécessitait d'être abordé en profondeur et tout ceci au sein d'une communauté qui se comprenait et qui s'entre-aidait. Curly Aho enclenche alors le mouvement international du retour au naturel et se met à travailler pour la revalorisation des cheveux texturés à Madagascar.

Curly et identité

Car, dans toutes les cultures, les cheveux font partie de l'identité d'une personne. C'est tout d'abord son héritage génétique et ensuite culturel. En tant que femme chez qui on projette nombreux idéaux de beauté quotidiennement, la capacité de s'aimer soi-même est difficilement atteignable. Pouvoir se regarder dans le miroir et croire honnêtement que nous sommes 100% belles ne relève que d'une poignée de femmes. Coco Chanel disait: "une femme qui se coupe les cheveux s'apprête à changer de vie" et c'est ce que ce parcours du retour au naturel nous a appris. Nous avons commencé par les cheveux pour y arriver et maintenant nous voulons partager tous ce que nous avons appris pour voir une génération de femmes prendre tellement confiance en elles qu'elles auront le cran d'aller jusqu'au bout de leurs rêves.

Aujourd'hui, Curly Aho est: - Une COMMUNAUTÉ d'empowerment via un groupe privé de plus de 45 000 membres sur Facebook autour de la thématique des cheveux naturels. Ce groupe est une plateforme de discussion et de partage de conseils capillaires. Notre message est axé sur la diversité de la beauté. - Un MOUVEMENT SOCIAL • qui aspire à revaloriser le cheveux naturel sur notre île en leur donnant davantage de représentation et à influencer un changement de regard positif sur sa perception des cheveux bouclés, frisés et crépus; - Une START-UP: Grâce à notre passion, nous nous sommes formés professionnellement auprès d'experts internationaux et sommes actuellement certifiés expertes en cheveux naturels. Nous donnons accès à tous les produits, accessoires et informations nécessaires pour revenir au naturel grâce à l'ouverture de notre salon de coiffure afro nommé Texture - by Curly Aho. Nous travaillons sur des cheveux naturellement ondulés, bouclés, frisés ou crépus qui ont été abîmés par le lissage, les brushings quotidiens, la coloration ou par des produits inadaptés.

Ce qui est atypique chez nous, c'est que nous travaillons la forme originelle du cheveu sans le changer, donc pas de brushing ni de lissage accompagnés de finitions bouclée au fer. Grâce à nos soins, les cheveux vont retrouver leur texture de départ et former naturellement les boucles qu'ils sont censés avoir. Nous utilisons des produits 100% naturels que nous composons nous-mêmes selon les besoins de chaque type de cheveux ou une sélection de marques spécialement conçues pour les cheveux texturés.

Lova *Andriamitondra*

santé et beauté aux couleurs du printemps

“ICI, NOUS AVONS LA CHANCE D'AVOIR UNE NATURE RICHE, ON A DES MATIÈRES PREMIÈRES QUI SONT DE TRÈS BONNES QUALITÉ. JE ME SUIS ALORS DIT, POURQUOI NE PAS EN PROFITER ! CERTES, CHEZ VIOLET, CE N'EST PAS 100% MALAGASY CAR CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES PROVIENNENT DE LA FRANCE COMME LA POUDRE INDIENNE OU MAROCAINE (...) ON EST TOUJOURS À LA RECHERCHE DE FOURNISSEURS ET DE PRODUITS, INGRÉDIENTS MALAGASY. NÉANMOINS, C'EST TRÈS DIFFICILE DE TROUVER LES BONS INTERLOCUTEURS, DE TROUVER LES BONS INGRÉDIENTS, D'ÊTRE SÛR QUE LES INGRÉDIENTS QU'ON UTILISE SONT NATURELS, NON MÉLANGÉS ET ÉTHIQUEMENT PRODUIT. CE DERNIER POINT DÉRANGE BEAUCOUP À MADAGASCAR.”

Un sourire aux lèvres, un teint parfait et sa touche de maquillage discrète à la base chocolaté, on voit que Lova Andriamitondra s'y connait dans l'art de se mettre en valeur. La jeune maman est en fait entrepreneur dans le domaine du cosmétique. En effet, c'est la fondatrice et co-dirigeante de VIOLET SARL.

L'aventure de VIOLET a commencé en 2017 après Lova et son mari, avec qui elle co-dirige actuellement l'entreprise, sont rentrés à Madagascar après avoir habité au Vietnam. « En fait, on a eu des soucis de santé au niveau hormonal. Et c'est surtout à la naissance de mon fils que j'ai eu le déclic.» nous confie-t-elle. Se tourner vers des solutions plus saines et naturelles, surtout pour son bébé, éviter de faire entrer des produits toxiques dans le corps et adopter le mode de vie zéro déchets sont devenu son crédo. Malheureusement, à Madagascar, les types de produits comme les shampoings solides n'existaient pas encore à leur arrivée.

Lova a remarqué que les produits usuellement utilisé par les femmes à Madagascar en matière de cosmétiques contiennent du plomb et des silicones, des agents perturbateurs endocriniens qui sont néfastes à la santé. affirme-t-elle. Violet produit donc des produits cosmétiques naturels pour femmes et hommes, à prix abordable, tout en respectant la règle du zéro déchet et l'éthique dû au métier.

Dans la fraîcheur de son bureau blanc à l'ambiance zen avec sa vue sur une nature luxuriante, Lova avoue que Violet tient son nom de la couleur préférée de sa maman mais aussi celle du printemps malgache. La période de floraison des jacarandas. Et c'est toujours avec son sourire qu'elle nous livre sa recette du succès :

Dans la fraîcheur de son bureau blanc à l'ambiance zen avec sa vue sur une nature luxuriante, Lova avoue que Violet tient son nom de la couleur préférée de sa maman mais aussi celle du printemps malgache. La période de floraison des jacarandas. Et c'est toujours avec son sourire qu'elle nous livre sa recette du succès :

**“NE PAS AVOIR PEUR DE SE LANCER MÊME SI CE N'EST PAS TOUJOURS ÉVIDENT. NE PAS SYSTÉMATIQUEMENT PENSER AU PROFIT MAIS FAITES AVEC VOTRE PASSION ET METTEZ-Y DE LA RIGUEUR
“**

ONJA FANOITRA

La Femme
à la grosse machine

JE M'OCCUPE DE TOUT CE QUI EST IMPRESSION, EN ALLANT DES PHOTOS, AUX LIVRES ET CALENDRIERS. JE RÉCUPÈRE LES PLAQUES POUR IMPRESSION AUPRÈS DES PAO-ISTES, M'OCCUPE DU DOSAGE DES ENCRES, VÉRIFIE LES COULEURS, EFFECTUE LE CALAGE, FAIS ROULER LA MACHINE ET VÉRIFIE L'IMPRESSION RECTO SIMPLE OU RECTO-VERSO

Etre la seule femme des cinq (5) machinistes de son département à manœuvrer un aussi grand appareil, Lanto affirme que sa collaboration avec ses paires se passe bien.
Lantoniaina RASOAVELOMANANA travaille comme conductrice à l'atelier d'une grande société d'imprimerie à Antananarivo. C'est avec fierté qu'elle explique son travail avec sa machine de six mètres sur un mètre cinquante.

Lantoniaina a commencé à travailler dans une imprimerie en 1997 en tant que responsable de finitions. Elle a ensuite été embauchée comme aide pour la manœuvre d'une machine imprimeuse et a commencé son travail de machiniste en 2001. Son travail ne nécessite pas beaucoup de force physique, dit-elle, mais beaucoup de concentration surtout au niveau de la vue et l'ouïe.

AU FAIT, COMME DANS TOUT TRAVAIL, ÊTRE UNE FEMME NE DEVRAIT PAS POSER DE PROBLÈMES. IL FAUT ÊTRE DÉTERMINÉE ET AVOIR DE LA RIGUEUR. NE PAS GASPILLER LE TEMPS À ÊTRE DISTRAIT MAIS RESPECTER LE PROFESSIONNALISME POUR ÊTRE RESPECTÉE. D'AILLEURS, C'EST CE QUE JE VOUDRAIS CONSEILLER À TOUTES LES FEMMES, SURTOUT CELLES QUI TRAVAILLENT DANS UN MONDE DIT D'HOMMES.

ONJA FANOITRA

TOP 5 DES PRODUITS LES PLUS IMPORTÉS DE LA CHINE À MADAGASCAR

LIBELLÉ DU PRODUIT	VALEUR DE L'IMPORTATION EN USD	PART DU MARCHÉ CHINOIS DANS L'IMPORT DE CE PRODUIT À MADAGASCAR
Tous produits confondus	2 460 598	21%
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou ...	294 587	51%
Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières; parties de ces ...	223 123	25%
Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	215 667	69%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et a ...	178 903	22%
Fonte, fer et acier	131 439	50%

La genèse du LEANdership

La propagation du Lean / Six-Sigma a suscité l'engouement de beaucoup d'entreprises. Les modalités de mise en œuvre variaient toutefois d'une organisation à l'autre, en fonction de leur compréhension de cette approche, de leurs moyens et de leurs contraintes. Des cadres et des employés se voyaient attribuer des mandats d'amélioration continue basée sur le Lean, sans nécessairement avoir la formation, l'encadrement et la position hiérarchique pour les mener à bien à long terme.

À cette époque, on tentait de s'imprégner des outils du Lean, de les appliquer en milieu de travail puis, si le temps et les ressources le permettaient, d'étendre leur application à l'échelle de l'organisation.

La plupart d'entre elles ne sont toutefois pas arrivées à établir une stratégie complète et les personnes chargées de la mise en œuvre de la méthodologie Lean manquaient très souvent de la motivation et du leadership requis afin d'influencer les attitudes des membres de l'organisation. Mais ce qui faisait surtout défaut était le processus systématique qui, avant toute chose, aurait pu aider les entreprises à mieux appréhender une démarche hiérarchiquement descendante d'un plan Lean combinant à la fois une vision globale et une formation en profondeur.

Pour ce faire et pour pallier aux écarts organisationnels d'une part, les entreprises peuvent aujourd'hui adopter une approche consistant à recourir à des talents externes ou de développer ses leaders à l'interne et les amener à façonner le changement du système. D'autre part, pour les entreprises qui considèrent avoir atteint un niveau supérieur dans le déploiement de la philosophie Lean, le développement engageant l'organisation dans son ensemble demeure perfectible quel que soit le niveau de maturité organisationnelle.
Le manque d'engagement des dirigeants est à revoir en vue de soutenir la performance opérationnelle et d'en dégager de la valeur. Par conséquent, il est indispensable de penser à un processus de résolution de problèmes fondé sur l'optimisation globale et non sur une approche fonctionnelle et réductionniste basée sur l'optimisation locale.

Les «non-négociables» du LEANdership

Le leader Lean doit répondre aux besoins de ses coéquipiers, les aider à se développer, les coacher, les encourager à s'exprimer pour favoriser le développement personnel et construire un sentiment de communauté de valeurs, autrement dit acquérir et assurer l'adhésion de tous, particulièrement les plus résistants aux changements.

Un leader Lean regroupe les qualités suivantes : désir d'aider, attentionné, empathique, disponible, persuasif, convainquant, visionnaire, prévoyant et ayant l'esprit d'équipe pour bâtir une communauté.

> **C'EST COMME DU SABLE QUI SE DÉPOSE AU FOND DE L'OCÉAN, IL S'ACCUMULE AVEC LE TEMPS ET FINIT PAR FAIRE PARTIE DU TISSU DE L'ORGANISATION**
>
> Extrait, Créer une culture, David Mann.

Le concept de leadership Lean, développé par Robert K. Greenleaf en 1970, est une philosophie altruiste qui place l'humain au centre d'une vision, qui prône le support et l'écoute des collaborateurs, favorisant l'émergence des leaders ou des champions. Le leadership Lean n'est surtout pas une position d'autorité directe; il encourage la collaboration, l'écoute, la confiance, la gratitude, la bienveillance et l'utilisation éthique des ressources autant humaines que matérielles.

> **AVANT DE DEVENIR UN BON LEADER, LE SUCCÈS ARRIVE LORSQUE NOUS NOUS ÉPANOUISSONS. LORSQUE NOUS SOMMES DEVENUS UN LEADER, LE SUCCÈS ARRIVE LORSQUE NOUS PARVENONS À FAIRE ÉPANOUIR LES AUTRES.**
> "
>
> Jack Welch

Si nous faisons une comparaison des deux modèles de gestion, le classique et le contemporain :
- Lean-Six Sigma, c'est de faire la bonne chose dès le premier coup.

- Lean-Six Sigma en mode LEANdership, c'est de demander à la bonne personne, au bon moment, au bon endroit de faire la bonne chose dès le premier coup.

La capacité à faire vivre et à tirer profit d'un système dépend des changements socioculturels au sein de l'organisation, ce qui nécessite temps et engagement de la part des décideurs et l'implication du personnel.

Le leader Lean devrait toujours avoir à l'esprit cette question : « Peut-être que je me trompe ». Le respect des personnes est beaucoup plus complexe à définir qu'il n'y paraît. Le leadership Lean ne consiste pas à être gentil, à sourire ou à s'afficher en expert incontestable. Le respect signifie mettre à l'épreuve, inviter les acteurs à faire de leur mieux car vous croyez en leur collaboration et en leurs efforts engagés dans une interaction pérenne. C'est la pratique du kaizen : « Avant de devenir un bon leader, le succès arrive lorsque nous nous épanouissons. Lorsque nous sommes devenus un leader, le succès arrive lorsque nous parvenons à faire épanouir les autres. » Jack Welch.

LEANdership, optimisation et limites

Le leadership Lean est un vecteur d'efficience et d'efficacité, comme il est aussi déclencheur de prises de conscience pour le changement de vision des dirigeants sur leur style de gestion.

Les bienfaits à tirer du leadership Lean ne l'épargne pas de quelques limites. Il n'est pas une solution rentable dans l'immédiat mais plutôt un investissement qui s'inscrit dans la conjugaison d'efforts à long terme.
L'utilisation du leadership Lean dans les projets d'amélioration continue peut contribuer considérablement à écouter la « voix du client ». Pour les projets d'amélioration continue, le client est la compagnie elle-même. Les utilisateurs finaux sont les collègues de travail dont il est important d'écouter les besoins et de faciliter la compréhension du modèle de gestion.

La vision traditionnelle des entreprises repose uniquement sur les compétences de leurs ressources, alors que pour le leadership Lean, les ressources doivent avoir le vouloir et le pouvoir.

Contribution du LEANdership à la démarche d'amélioration continue

Le leadership Lean révolutionne les outils de l'amélioration continue. En nous appuyant sur la méthode de résolution de problème utilisée dans le cadre de projets Lean / SixSigma, le DMAIC (Define, Measure, Analyse, Improve et Control), une étape peut s'ajouter en préalable : Reconnaître. En fin de processus, deux nouvelles étapes viennent renforcer le processus DMAIC: Standardiser et Intégrer. On obtient le nouvel acronyme RDMAICSI :

Recognize : Reconnaître les aptitudes, les compétences des employés ;

Define : Définir les postes ou les tâches selon les forces et les capacités des employés ;

Measure : Mesurer la performance et le bien-être des employés ;

Analyze : Analyser les données pour optimiser le déplacement des employés;

Improve : Améliorer l'environnement de travail ;

Control : Discuter avec les employés pour comprendre l'intensité et le débit des modifications ;

Standardize : Standardiser les méthodes de travail des employés tout en gardant en tête leur bien-être et leur équilibre socioprofessionnel ;

Integrate : Faire en sorte d'intégrer les améliorations dans les autres départements.

Entre autres, le leadership Lean aura des répercussions sur l'entreprise à différents niveaux, à savoir : le taux de réussite des projets, le taux de roulement du personnel, le niveau de satisfaction globale, le taux de performance des postes de travail, l'accommodement des attitudes des personnes face au changement ainsi que sur l'augmentation de la quantité et de la qualité des extrants.

Les entreprises qui visent à atteindre des niveaux supérieurs en leadership et en excellence dressent habituellement des programmes de certification à suivre pour leurs collaborateurs afin de développer une expertise Lean à l'interne. Les programmes de certification Lean sont un moyen efficace de développer des compétences personnelles et organisationnelles.

Les entreprises peuvent utiliser de manière stratégique ces programmes de certification spécialisés dans la gestion Lean afin de susciter les apprentissages nécessaires à une nouvelle démarche ou de relancer des initiatives qui ont échoué.

La certification Lean fournit des ressources utiles aux entreprises et aux individus mais il est bon de se rappeler, lors du choix du programme approprié, que l'objectif fondamental est de développer les talents propres à un leader Lean intègre et mobilisateur qui fera évoluer l'entreprise de façon stratégique, sur la période nécessaire à l'ancrage du processus d'amélioration continue.

Rédigé par :
Mohamed Amani, MBA. M. Sc., Adm.A
Conseiller/formateur amélioration continue |ACPE

En résumé

Construire le leadership Lean, c'est impliquer et motiver les dirigeants, développer le talent Lean au sein de l'organisation. La clé du succès est de créer des leaders manifestant les comportements attendus.

Le leader Lean vise en permanence à mettre en place les principes qui guideront les comportements à adopter, conciliant exemplarité, intégrité des rituels gagnants au quotidien et auto-évaluation des attitudes adoptées. Les résultats suivront naturellement !

Questionnaire sur l'industrialisation et les High-5 du Groupe de la BAD à Madagascar

Réponses de : Monsieur Mohamed CHERIF, Responsable Pays du Bureau National du Groupe de la Banque Africaine de Développement à Madagascar.

Quels sont grandes priorités d'interventions du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Madagascar ?

Au début de son mandat en 2015, le Dr Adesina A. AKINWUMI, Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), a lancé les priorités de la BAD appelées High-5, à savoir : *Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des Africains.* Pour la mise en œuvre des 5 priorités, le Groupe de la BAD devait formuler de concert avec les Autorités de chaque pays, une stratégie d'intervention tenant compte des spécificités de chaque Etat. C'est dans ce contexte que la BAD a approuvé pour Madagascar en 2017, un Document de stratégie pays (DSP) couvrant la période 2017-2021.

Le DSP se concentre sur deux piliers d'interventions pour la réalisation les High-5 à Madagascar. Le premier pilier porte sur le *développement des infrastructures d'énergie et de transports pour soutenir la croissance inclusive*, tandis que le second *soutien la transformation de l'agriculture et le développement de l'industrie.*

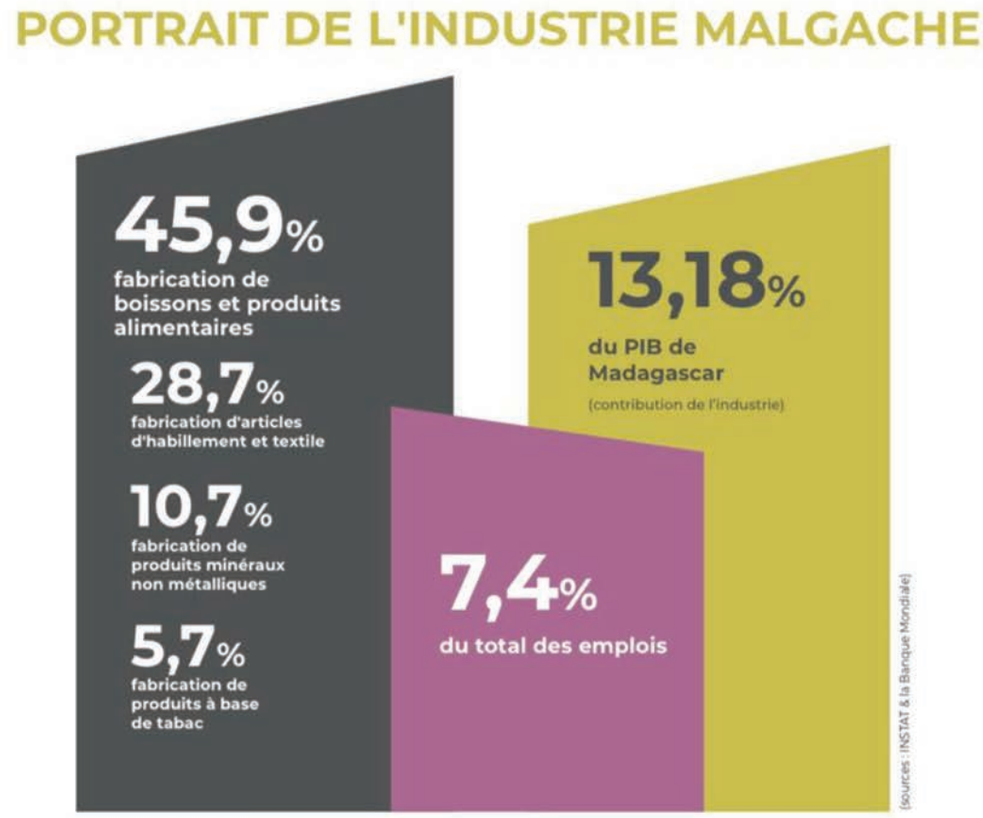
Que fait la BAD en matière de promotion de l'industrie à Madagascar et que projette-t-elle de faire pour les années à venir?

La BAD support le Gouvernement en matière d'investissement. Elle a poursuivi la mise en œuvre du Projet d'appui à la promotion des investissement (PAPI) qu'elle a financé pour un montant d'environ 10 millions USD. Ce projet a notamment aidé à la réalisation des études de faisabilité de deux (2) parcs industriels dont l'un pour la filière textile à Moramanga (680 hectares) et l'autre pour le développement de multi-produits à Diego Suarez (2.600 hectares). Ce projet PAPI soutient aussi le développement des capacités du pays dans la préparation des projets PPP. La BAD est en train de préparer un autre projet d'appui à l'industrialisation et au secteur financier qui sera approuvé au cours de cette année 2020.

En plus de l'accélération du développement des Zones d'émergence industrielle, ce nouveau projet va améliorer le cadre institutionnel et législatif de développement industriel. Compte tenu de la sensibilité de la biodiversité de Madagascar, le projet va aider à la réalisation d'études d'Evaluations Environnementales Stratégiques (EES) et de cahier des charges environnementales et sociales pour s'assurer que les projets d'industrialisation seront développés de manière vraiment durable. Et ce n'est pas que cela ! Le projet soutiendra aussi le pays à bâtir une véritable stratégie de contenu local et éviter de créer différentes enclaves à travers le pays. C'est pourquoi, il sera prévu dans le projet un appui pour aider à créer les cadres règlementaires et institutionnels adéquats et développer des paquets de services dont les PME ont besoin pour leur développement. Cet appui va ainsi faciliter l'intégration des PME dans les différentes chaînes de valeurs développés au sein des zones d'émergence industrielle. Le soutien aux réformes structurelles sera également poursuivi avec un nouveau programme d'appui budgétaire en soutien à la compétitivité économique du pays. L'appui de la BAD visera le soutien à la création de conditions favorables à l'investissement privé dans l'agriculture, l'industrie et dans les activités à forte valeur ajoutée afin de stimuler la croissance et la création d'emplois salariés formels.

Dans le secteur de l'agro-industrie dans le Sud, la BAD est en train de préparer deux projets qu'elle a déjà financé les études de faisabilité. Il s'agit du Projet de zone de transformation agro-industrielle dans le Sud-Ouest (PATASO) du côté de Tuléar et du Projet de Pôle intégré de croissance agroindustrielle dans le Sud-Est (PICAS) du côté de Ford Dauphin. Les études de faisabilité du PICAS sont toujours en cours et déboucheront sur un projet qui mettra l'accent dans un premier temps sur le financement des infrastructures critiques dont notamment un barrage à multifonction (eau potable, agriculture et énergie). Le projet PICAS contribuera à fournir de l'eau au Sud ainsi qu'à la sécurité alimentaire. La faisabilité d'un parc agroindustriel devrait également être étudier afin d'attirer le secteur privé dans la transformation les produits

agricoles sur place et pour créer des emplois localement. Pour le PATASO, il s'agira pour ces projets de capitaliser sur les réalisations de la BAD dans le secteur agricole à Madagascar, avec près de 21.000 hectares de périmètres irrigués aménagés sur le Bas Mangoky, du Manombo, de Ranozaza et de Taheza. Ces réalisations seront complétées avec des centres d'agrégation de services pour optimiser la production et la commercialisation des produits primaires agricoles ainsi qu'avec un parc agroindustriel à Tulear. Cette approche contribuera à créer les conditions pour attirer le secteur privé dans la transformation des produits agricoles sur place ; ce qui permettrait de créer plus d'emplois localement. L'approbation de ce projet par les Conseil d'Administration est prévu pour cette année 2020. Ces investissements dans le secteur de l'agro-industrie viennent en complément avec la route RN9 financée par la BAD dans le Sud.



PRODUITS	Consommation nationale	Production locale	Importations	Autonomie industrielle	Autonomie estimée en 2020
Sucre	200 000 tonnes	90 182 tonnes	122 966 tonnes	45%	60%
Huile	181 145 tonnes	105 000 tonnes	76 145 tonnes	58%	116%
Farine de blé	190 416 tonnes	0	190 416 tonnes	0%	18%
Pâtes alimentaires	51 902 tonnes	6 993 tonnes	44 909 tonnes	13%	52%
Ciment	1 500 000 tonnes	450 000 tonnes	1 050 000 tonnes	30%	60%
Médicaments	100%	0%	100%	0%	15%

source : ANMCC

Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA)
Anosy, 101 Antananarivo - Madagascar

dgindustrie@mica.gov.mg
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
www.mica.gov.mg
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

Copyright 2019

Quels ont été les principaux challenges depuis le lancement du programme ?

Les défis pour réaliser des projets rapidement et obtenir des résultats sont nombreux. Toutefois il est important d'insister sur deux défis majeurs.

Nous venons d'achever le 10 mars 2020, la mission de revue à mi-parcours du Document de stratégie pays 2017-2021. Au cours de la mission nous avons largement échangé avec les différentes parties prenantes (administration, secteur privé, partenaires au développement et société civile) sur les défis de préparation et de mise en œuvre des projets.

Le premier grand défi est la préparation des études de faisabilité de qualité pour instruire rapidement les projets. La problématique est encore plus prononcée quand il s'agit de projets qui pourraient être potentiellement développés par le biais des Partenariat Publics et Privés (PPP). Le pays a besoin d'une facilité de préparation des projets PPP. Cette facilité pourrait être revolving et aider à la fois le développement des capacités des administrations dans ce domaine de PPP très spécialisé, tout en mettant en place les moyens nécessaires qui permettent de préparer des projets de PPP bancable.

Le deuxième challenge est l'amélioration de l'environnement des affaires de Madagascar pour le développement du secteur privé. Par exemple, l'augmentation d'accès aux financements des PME, l'amélioration des services liés au transport et à l'énergie qui demeurent des contraintes réelles. Il y a aussi le climat de confiance qui pourrait être améliorer à travers des réformes pour garantir une compétition équitable pour tous les acteurs du secteur privé. Aujourd'hui, le secteur privé est essentiellement dominé par des PME qui ont du mal à préparer des projets privés bancables pour accéder aux financements. Les pouvoirs publics doivent poursuivre les réformes nécessaires afin de créer un environnement permettant aux PME de jouer un rôle plus important dans la transformation de l'économie et la création d'emplois décents.

Comme vous le savez certainement, la BAD et les autres Institution financière de développement du secteur privé (SFI, PROPARCO, etc.) ont lancé en juillet 2019 à Madagascar, une plateforme de collaboration. La BAD assure le rôle de Chef de file pour Madagascar. L'initiative des institutions financières de développement est d'aider le pays à créer une plateforme pour le au développement du secteur privé. Il s'agit de travailler ensemble pour aider les pouvoirs publics à créer les conditions pour accroître les investissements du secteur privé grâce à une politique de collaboration efficace, des réformes réglementaires et des co-investissements entre Institutions Financières de Développement. La dynamique est lancée et nous savons également que la volonté politique des pouvoirs publics est également réelle pour avancer dans cette direction.

Quelles sont les actions récentes de la BAD à Madagascar en appui aux PME ?

La BAD soutient différentes initiatives pour aider le développement des PME à Madagascar. La BAD a financé le Projet de jeunes entreprises rurales dans le Moyen-Ouest (PROJERMO) d'un montant d'environ 34,95 millions USD. Ce projet est en cours de mise en œuvre et ambitionne de soutenir au moins 500 jeunes entreprises rurales dont 200 de ces entreprises devraient être dirigées par les femmes.

Il y a également le Premier Projet du Programme d'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et dans l'agro-industrie (PEJAA), financé pour un montant d'environ 7,1 millions USD. Ce projet vise à promouvoir la création d'emplois rémunérateurs et à générer des revenus pour les jeunes dans l'agriculture et l'agro-industrie. Ainsi, près de 410 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dont au moins 50% de femmes, seront formés et accompagnés pour devenir des chefs d'entreprises qui opèrent dans les chaînes de valeurs agricoles et agro-industrielles.

A travers le Projet d'appui à la promotion des investissement (PAPI), une facilité de 2 millions USD a été mise en place pour financer des activités des PME dans le secteur textile et habillement. Cette facilité devrait bénéficier à plus de 50 entreprises dont la majorité devrait être dirigée par des femmes.

Quels sont les prochaines étapes du programme ?

Les prochaines étapes sont de poursuivre la préparation et la réalisation des projets en cours largement évoqués dans mes développements précédents.

Dans le secteur de l'énergie, la BAD poursuivra son soutien aux réformes à travers des appuis budgétaires en vue de l'amélioration de la gouvernance du secteur. La BAD soutiendra aussi les investissements structurants pour la construction de lignes en vue de l'extension du réseau interconnecté (transport et distribution) afin de bâtir un marché d'électricité viable au plan économique et financière. Les localités traversées par les lignes seront ainsi connectées au réseau afin de faciliter l'accès aux petites et moyennes entreprises, aux services sociaux (éducation, santé, marché) ainsi qu'aux ménages. Pour le volet production, l'accent sera mis sur l'exploitation des sources d'énergie renouvelable afin d'accélérer la transition vers le mixte énergétique. Dans ce cadre, nous espérons la finalisation de l'opération du projet Sahofika hydroélectricité qui sera la plus grande centrale hydroélectricité du pays afin de démarrer les travaux dès cette année. Il est également prévu cette année, la préparation du nouveau projet de ligne d'interconnexion Tana- Antsirabe (PRIRTEM2) et la mise en œuvre du projet de la ligne Tana-Tamatave (PRIRTEM1).

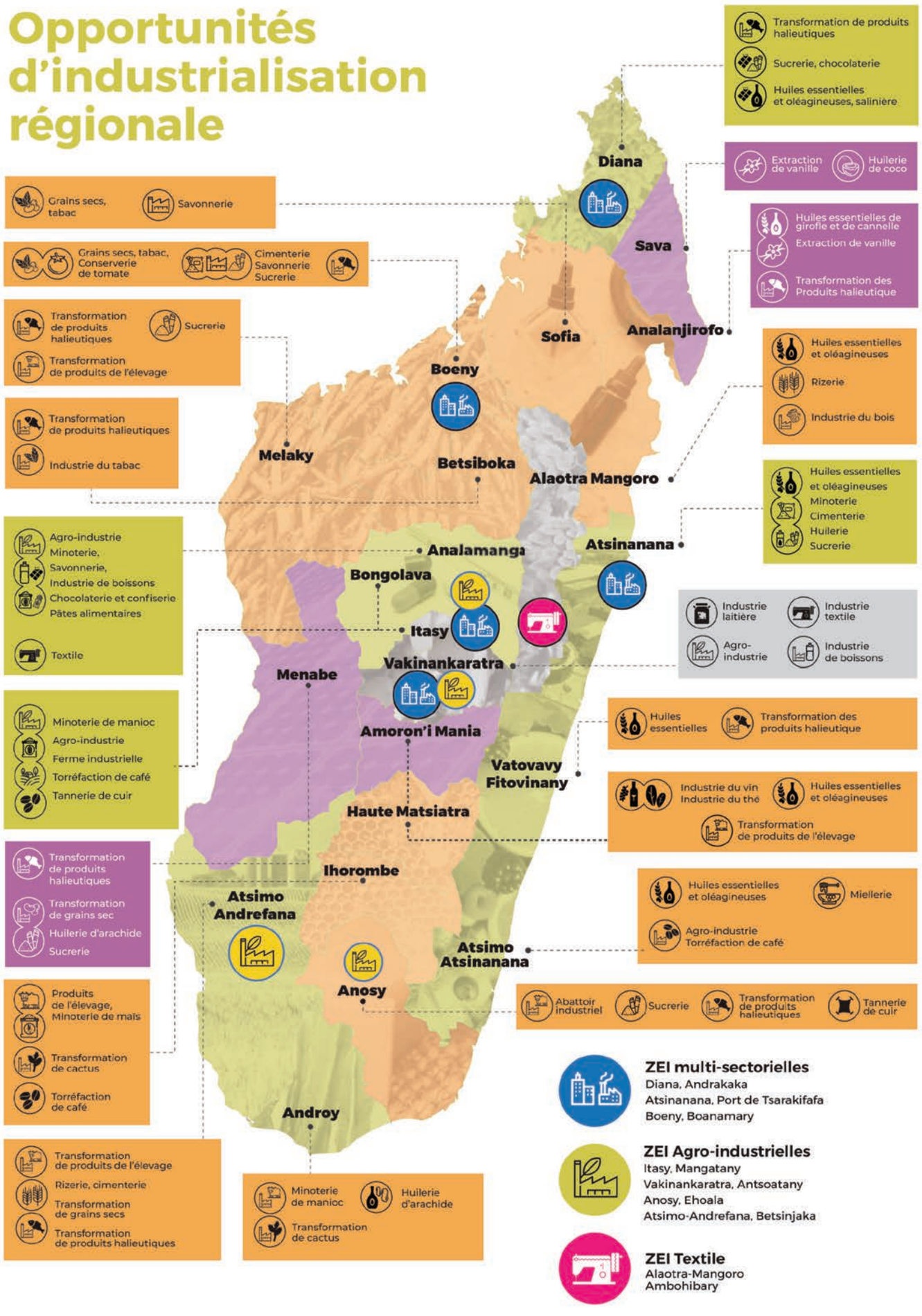
Et par rapport aux deux priorités de la High5 précédemment mentionnées, pourrait-on avoir l'état d'avancement des autres pays d'intervention de la BAD ?

Comme je l'ai expliqué au début de mon intervention, chaque pays en fonction de son contexte a développé une stratégie d'intervention pour faciliter la réalisation des Hight-5. Chaque pays avance donc en fonction de ses contraintes spécifiques selon que le pays a un statut de pays à revenu intermédiaire ou un statut de pays en transition.

Le Groupe de la BAD a aussi créé en 2018 Africa Investment Forum (Forum pour l'investissement en Afrique) qui se tient chaque année au mois de novembre en Afrique du Sud. C'est une plateforme importante qui facilite la mobilisation des financements privés pour réaliser des grands projets privés bancables. At titre d'exemple, pour l'édition de 2018, 61 transactions ont été soumises pour discussions et 49 "deals" d'un montant 38.7 milliards de dollars ont été réalisés. Cette initiative aide les différents pays à avancer rapidement dans la recherche de financement pour la réalisation des projets privés.

En définitive, les priorités que sont l'énergie et l'industrialisation avance positivement dans tous les pays du continent.

Opportunités d'industrialisation régionale



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

PROCES VERBAL DE RENCONTRE ENTRE LE SECTEUR PRIVE ET LE GOUVERNEMENT RELATIVE AUX MESURES ECONOMIQUES ET FISCALES FACE A LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Date : 23 mars 2020

Participants : Président de l'Association Professionnelle des Banques, Président GOTICOM, Président du Conseil de Gestion OSTIE, Président SIM, Président SEBTP, Président GEFP et textiles, Président FIVPAMA, Président de l'Association des Importateurs et Grossistes des médicaments, Président SIMAVIO

A la suite d'une série de rencontres entre le secteur privé et le Gouvernement face au contexte du CORONAVIRUS, les mesures économiques ci-après ont été retenues :

1- mesures fiscales :

- Report des déclarations et paiement de l'Impôt Synthétique jusqu'au 15 mai 2020
- Suspension de paiement des acomptes provisionnels IR et report jusqu'au 30 juin 2020 des déclarations et paiement d'IR pour les secteurs du tourisme (hôtellerie, restauration, opérateurs touristiques, agences de voyages, transport aérien et entreprises franches industrielles
- Déduction à l'IR des dépenses complémentaires ou des dons utilisés directement sur la lutte contre le coronavirus
- Suspension des contrôles fiscaux et Avis aux Tiers Détenteurs jusqu'au 31 mai (sauf pour les spéculateurs)
- Non report des déclarations de la TVA et de l'IRSA

2- Trésorerie :

- Levée des pénalités pour ceux qui rapatrient les devises à 80%
- Un délai supplémentaire de deux mois, exemptés d'intérêts de retard et/ou d'amendes pour retard de paiement, sera également automatiquement accordé, en plus d'un délai normal pour les paiements des impôts sur les personnes physiques et les impôts sur les sociétés
- Levée de tous les contrôles fiscaux pour les entreprises qui font des efforts pour continuer leurs activités en dépit des difficultés
- Pour les entreprises qui procèdent à des spéculations sur les prix ou rétention des stocks, renforcement des contrôles fiscaux et redressement fiscal
- Réduction ou exonération d'impôt pour les dépenses sociales complémentaires engagées dans la lutte contre le coronavirus

3- Chômage technique temporaire :

- Suspension des paiements des charges sociales
- Droit à une indemnité mensuelle dans le cadre d'un Plan Social d'Urgence instauré par décret
- Report des échéances bancaires pour les trois prochains mois pour ceux qui ont contracté des crédits à la consommation et les crédits immobiliers
- Mise en place d'un moratoire pour le remboursement des crédits bancaires au profit des entreprises
- Recours aux délais de paiements amiables, paiement des cotisations de sécurité sociale dues pour les premier et deuxième trimestres 2020.

Le Ministre de l'Economie et des Finances

RANDRIAMANDRATO Richard

Nouveaux membres du
Syndicat des Industries de Madagascar

/ONE BRAND /ONE SOURCE /ONE SYSTEM

REMA TIP TOP BELTING&RUBBER MADAGASCAR LTD
Secteur d'Activités : Plastiques, caoutchouc et dérivés.
Activités : Ingénierie en caoutchouc et Produits connexes.
Adresse/Siège sociale : Route de l'usine Ambatovy Betainomby Toamasina.
Téléphone : +261 32 81 558 58/ +261 32 07 079 96
Email : Anthony@rematiptop.mg / EricaR@rematiptop.mg

SOCIETE KHIMDJEE & CIE SKT
Secteur d'Activités : Chimie et Parachimie.
Activités : fabrication de savons de ménages.
Adresse/Siège sociale : Androranga Toamasina
Téléphone : +261 34 02 106 28
Email : skt@blueline.mg

MATEZA TOLE
Secteur d'Activités : Fabrication de Tôle.
Activités : Importation des matières premières, fabrication et pliage des tôles et fabrication des fermes métalliques.
Adresse/Siège sociale : Lot BA 307 Ampitatafika.
Téléphone : 22 638 33
Email : smatezatole@gmail.com

COAGARI
Secteur d'Activités : Agroalimentaire.
Activités : transformation des produits agricole.
Adresse/Siège sociale : IM 51 A Manandona Mangatany.
Téléphone : +261 33 63 873 94
Email : coagari24@gmail.com

ACPE SARL
Secteur d'Activités : Services aux entreprises.
Activités : Consulting.
Adresse/Siège sociale : Lot II B 55 GL Amboditsiry.
Téléphone : +261 32 76 893 17
Email : eric.gagnon@acpeinc.ca

EPIC INTERNATIONAL
Secteur d'Activités : Papiers, imprimerie du carton et du bois.
Activités : Fabrication de rouleaux thermiques, étiquettes adhésives, papier alimentaire.
Adresse/Siège sociale : Lot 1, logipark Ambohibao.
Téléphone : +261 34 07 160 00
Email : nicolas@epicmada.com

VY MAD
Secteur d'Activités : Métalliques et mécaniques.
Activités : collecte des ferrailles métalliques et tout type de fer, transformation des ferrailles métalliques en produits finis, sidérurgie, tous travaux d'ouvrages métalliques, usines et confection des pièces métalliques.
Adresse/Siège sociale : Lot II I 22 HV Morarano Alarobia.
Téléphone : +261 32 07 037 35
Email : vymadchn@gmail.com

Global Motors et Rent Madagascar (GMM)
Secteur d'Activités : Métalliques et mécaniques
Activités : Concessionnaire de véhicule neuf et véhicule d'occasion, usine d'assemblage de pièces de véhicule de type bicycles, tricycles, 4 roues.
Adresse/Siège sociale : Anosivavaka (en face Sanifer)
Téléphone : +261 32 03 111 33
Email : contact@gmm-mg.com

SDOI
Secteur d'Activités : Chimie et parachimie.
Activités : fabrication savon de ménage, savon multi-usage, savon de toilette et détergent poudre.
Adresse/Siège sociale : PK22/RN2 Ambanitsena Route de Tamatave BP 1105.
Téléphone : +261 32 03 224 95
Email : vao.dex@gmail.com

HABIBO MILLS
Secteur d'Activités : Agroalimentaire.
Activités : fabrication de pâte alimentaire.
Adresse/Siège sociale : Route By Pass vers Iavoloha.
Téléphone : +261 32 27 000 49
Email : administration@habibo.mg

ABONNEZ-VOUS
au magazine des industries de Madagascar

Je m'abonne au magazine **Expansion Madagascar** pour :

- ☐ Offre découverte • 3 numéros : **25 000 Ar** (soit 8333 Ar le numéro)
- ☐ Offre privillège • 6 numéros : **48 600 Ar** (soit 8 100 Ar le numéro)
- ☐ Offre premium • 12 numéros : **87 600 Ar** (soit 7 300 Ar le numéro)

Nom .....

Prénom(s) .....

Société .....

Téléphone .....

E-Mail .....

Adresse .....

+261 32 03 360 50

contact@meseditions.com

www.meseditions.com

Immeuble Atelemec
Route des Hydrocarbures Ankorondrano
Antananarivo 101
Madagascar

YOU ARE WORTH IT.

STAY SAFE

workshop
IDEA CENTER

+261 32 03 320 50

workshop@widea.center

Serendipity co.

FIARO
VENTURE CAPITAL
- SINCE 1989 -
Pour ceux qui aiment l'action
Depuis 30 ans, nous finançons vos projets d'entreprise
fiaro@fiaro.net - www.fiaro.net
Antananarivo Madagascar